lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 226 — SEMAINE DU 26 DEC. 1972 AU 1er JANVIER 1973 — PRIX : 2 F

VIETNAM : Nixon avertit le monde entier

"Nous ne reculerons devant aucun crime"

courrier

Le « social » du gouvernement

Je suis une travailleuse âgée, ayant perdu mon mari retraité en août 1966, après vingt-et-un mois de maladie, et ayant été moi-même victime d'un infarctus, je touchais 500 F de retraite par trimestre et 558 F d'indemnité journalière de la Sécurité sociale par mois.

En mai 1968 fut votée la loi qui stipulait que l'on ne pouvait pas cumuler la retraite et les indemnités journalières. C'est ainsi que je me voyais supprimer ces indemnités journalières, le plus gros de mes revenus.

Malgré toutes les démarches à la Caisse des Retraites, malgré une lettre au président de la République, restée d'ailleurs sans réponse, je me voyais contrainte de vivre avec 600 F par mois, retraite complémentaire comprise.

A bas la répression militaire

Un jeune ouvrier de Barentin (Seine-Maritime) risque de devenir insoumis parce que le ministre des Armées lui refuse le droit d'être objecteur de conscience. Avec 112 de ses camarades (dans le cadre de l'opération 20) J.-J. Jumel avait envoyé une lettre au ministre demandant à bénéficier du statut d'objecteur et à faire son service civil en milieu rural. Alors que les raisons invoquées dans la lettre étaient les mêmes pour tous, actuellement 5 d'entre eux ont droit au statut, 37 dont le jeune de Barentin n'y ont pas droit. Ces 37, s'ils persistent dans leur attitude, risquent la prison comme insoumis.

Pour protester contre cette mesure arbitraire, un Comité de soutien à J.-J. Jumel, appuyé par les groupes d'extrême-gauche (dont L.O.) et des organisations démocratiques, s'est créé dans la région rouennaise. Le P.S., contacté, a répondu qu'il agirait séparément.

Un meeting regroupant près de 120 personnes a eu lieu à Barentin. C'est un succès pour cette petite ville. Des tracts ont été distribués et des prises de parole organisées sur les marchés de la région. Un meeting est prévu à Rouen.

La presse locale qui, par ailleurs, publie des comptes rendus des réunions des CDR, est muette sur cette affaire. Malgré cela, nous ne laisserons pas l'armée faire son mauvais coup en silence.

On ne nous transporte pas : on nous charrie

Empruntant régulièrement la ligne de Sceaux, j'ai été témoin du gâchis causé par la rupture d'un caténaire le vendredi 8 décembre.

Ce jour-là, en effet, un caténaire rompu a entraîné l'interruption du trafic sur la ligne de Sceaux, de Luxembourg à Laplace, entre 17 h 30 et 19 h 15 environ. Pendant près de deux heures, juste à l'heure de la plus grande affluence, des milliers et des milliers de personnes ont ainsi été considérablement gênées.

Des transports de remplacement avaient bien été prévus, mais ils partaient de la Porte d'Orléans, alors que la plupart des usagers étaient bloqués à Denfert-Rochereau. Il fallait donc, en premier lieu, soit s'enfourner dans les étroits couloirs de correspondance du métro vers la Porte d'Orléans, complètement engorgés par l'affluence des voyageurs qui tentaient d'y circuler... dans les deux sens ; soit prendre l'autobus 38 d'assaut, en tâchant de ne pas être parmi les derniers des centaines de personnes qui faisaient comme vous, et attendre que les embouteillages veuillent bien vous laisser arriver Porte d'Orléans ; soit prendre... ses pieds, moyen peut-être le plus confortable et le plus rapide (bien qu'il y ait près de 2 km) : là, au moins, on n'attendait pas et on ne se bousculait pas.

Devant cette pagaille monstre, ces gens courant après l'autobus, retournant dans le métro, se regroupant pour prendre un taxi, le mécontentement des usagers était grand. Une femme criait ironiquement : « Vive les transports en commun, et votez Pompidou ! ». Une autre : « C'est un vrai scandale... On ne fait rien pour les transports en commun ». Devant ces foules pressées et agitées, un vieil ouvrier s'exclamait : « Mais c'est la révolution !».

A la Porte d'Orléans, il fallait encore chercher, au milieu de dizaines de terminus d'autobus, quel était celui du bus de remplacement. Découragées, des centaines de personnes faisaient du stop; il faut dire que les automobilistes, surtout quand ils étaient au courant, les prenaient très facilement.

On a vu à cette occasion quel gâchis un arrêt de la ligne de Sceaux peut créer. Des milliers d'usagers ont perdu ce soir-là au moins une heure, sans compter le surcroît de fatigue et d'énervement. Il n'en est que plus scandaleux qu'au même moment le gouvernement licencie du personnel et restreigne les crédits à la RATP. Ce qui fait que les installations vétustes ne sont ni remplacées, ni même correctement surveillées et entretenues.

Armée : Air connu

Je suis actuellement au service militaire à la caserne d'Etain. Caserne bien connue des militants révolutionnaires. C'est en effet ici que se suicida Jean-Pierre Lalauve en novembre 1971 dans sa cellule. Je voudrais ajouter quelques exemples de répression dans les casernes pour montrer, s'il en était encore besoin, que l'Armée joue à merveille son rôle de machine à produire des esclaves. Dans le groupe d'instruction (l'endroit où les jeunes recrues font leurs « classes ») sévit un adjudant plus proche de la bête que de l'homme, véritable pion que déplace un capitaine sadique. Il a fait une revue de cheveux avec une tondeuse à la main. La tondeuse étant en panne après quelques « interventions » auprès des soldats jugés trop « hippies », il la lança violemment dans le visage du coiffeur. Ce dernier la reçut juste sous l'œil. Quelques jours plus tard, l'adjudant cassa la figure, sous l'effet de l'alcool, du plus grand d'un groupe de soldats qui avait eu le malheur de se trouver sur son passage.

Depuis quelques temps, on remarque dans les douches que du courant passe dans l'un des robinets. Résultat, pour pouvoir se doucher, il faut s'exposer à recevoir une décharge électrique dans les doigts. Malgré plusieurs remarques à nos gradés, aucune mesure n'a été prise. Quand on sait le rôle que l'eau joue dans le passage du courant électrique, on peut se rendre compte du danger que constitue un tel fait.

Néanmoins, cela ne semble pas préoccuper nos gradés puisqu'ils préfèrent les mobilisations et les combats aux règles élémentaires de la sécurité. Les 7 % de pertes auxquels ils ont droit constituent un bouclier suffisant. Peut-être réagiront-ils... après l'accident. Le Capital, non content de jongler avec la vie des travailleurs, jongle aussi avec celle des soldats. Il est vrai qu'il y a beaucoup d'ouvriers ici.

Salutations socialistes.

Meetings de lutte ouvrière

Que veulent les révolutionnaires ?

CHATEAUROUX

JEUDI 4 JANVIER - 20 h 30

Salle George-Sand,
Maison de la Culture

St AMAND MONTROND

MARDI 9 JANVIER - 20 h 30

petite salle
de l'hôtel de ville

ROMORANTIN

VENDREDI 5 JANVIER - 20 h 30

grande salle
du centre administratif

EDITORIAL

VIETNAM : NIXON AVERTIT LE MONDE ENTIER

" NOUS NE RECULERONS DEVANT AUCUN CRIME "

DEPUIS lundi dernier 18 décembre, les bombardiers géants B52 pilonnent à nouveau le Nord-Vietnam et, tout particulièrement, Hanoï et sa banlieue. Et, dans cette sale guerre barbare et hypocrite que mènent depuis quinze ans les Américains au Vietnam, ce dernier acte semble, s'il est possible, plus sale, plus barbare et plus hypocrite encore que tous les autres.

Certes, Nixon a réussi son tour. Grâce aux habiles manœuvres diplomatiques de Kissinger, et pour avoir clamé et proclamé pendant les semaines qui ont précédé les élections que la paix était pratiquement faite, que l'accord même avec le Nord-Vietnam était déjà couché sur le papier, il a été réélu avec l'une des plus fortes proportions de voix qu'ait jamais obtenue un président des Etats-Unis.

Et, maintenant, il a les mains libres, libres pour continuer la guerre pendant des mois, sinon des années s'il le veut, libres pour envoyer ses octoréacteurs, dont les généraux américains semblent si fiers, écraser les villes du Nord-Vietnam, libres d'assassiner encore des milliers de Vietnamiens.

Si les exemples des politiciens trahissant les promesses explicites ou implicites sur lesquelles ils se sont fait élire sont légion, aux Etats-Unis comme ailleurs, rarement il y en eut d'aussi évidents et d'aussi cyniques. Rarement les électeurs américains ont pu constater aussi rapidement et aussi ouvertement comment les dirigeants de la « libre démocratie américaine » se moquent d'eux et combien les suffrages qu'ils viennent de mettre dans l'urne, comme ils ont droit de le faire tous les quatre ans, n'ont strictement aucun poids ni aucune valeur dans la conduite des affaires du pays.

Aujourd'hui, ses arrières assurés, « Nixon-le-tricheur », reniant toutes ses promesses ou demi-promesses, reprend la guerre, et de plus belle.

Et c'est un acte d'autant plus sauvage que le gouvernement américain ne peut raisonnablement espérer ni la victoire, ni même de concessions majeures de la part du Nord-Vietnam et du FNL.

Ce ne sont pas quelques bombardements supplémentaires, même avec des moyens accrus ou des techniques encore plus avancées (auxquelles d'ailleurs on trouve vite des réponses, comme le montre le nombre de B52 abattus cette dernière semaine par la DCA nord-vietnamienne) qui apporteront une victoire que n'a pas obtenue un corps expéditionnaire de cinq cent mille hommes et des années déjà de bombardements systématiques. Quant aux concessions, le FNL et le Nord-Vietnam ne peuvent guère, sur le fond, accorder autre chose que cette période transitoire durant laquelle les deux administrations, celle du GRP et celle de Thieu, devront fonctionner côte à côte au Sud-Vietnam. Quelques concessions de forme peuvent peut-être être encore obtenues (sur la durée de cette période de transition, sur la place nominale de celui-ci ou de celui-là). Mais, à moins de se déclarer battu — ce qu'il n'a certainement ni l'intention ni aucune raison de faire —, le FNL ne peut pas aller au-delà. Et aucun bombardement, même le plus efficace dans la destruction, même le plus sanglant, ne peut donner à Thieu, à son administration et à son armée une vigueur et une raison d'être qu'ils n'ont pas.

Non, aujourd'hui, Nixon fait procéder sur le Nord-Vietnam à des bombardements terroristes. En écrasant Hanoï sous les bombes, en pilonnant sans distinction objectifs civils et militaires, en choisissant même de préférence des quartiers urbains très peuplés, Nixon ne veut ni gagner, ni même obtenir des concessions. Il veut faire peur.

Il veut faire peur et moins aux Vietnamiens, dont il ne fait guère qu'attiser encore la haine contre l'envahisseur américain et, en conséquence, la détermination à s'opposer à lui et à ne pas céder, qu'au reste du monde. Il veut faire peur à tous ceux que l'exemple du petit peuple héroïque, luttant des années et des années contre le géant impérialiste pour finalement obtenir la victoire, peut inspirer. Il veut que tout le monde sache bien ce qu'il peut en coûter de s'opposer à l'impérialisme américain, quelle que soit l'issue du combat. Et, depuis cinq jours, l'aviation américaine rase Hanoï, ses quartiers populaires, ses écoles, ses hôpitaux, sans autre but que de faire le plus de destructions possibles.

Mais la leçon que croient administrer les criminels qui, de sang-froid, sont prêts à faire assassiner des milliers et des milliers de gens, à accumuler ruines et destructions dès qu'ils sentent leur domination un tant soit peu mise en cause, ne fera pas oublier l'autre leçon, celle donnée par le peuple vietnamien qui a montré que le plus puissant des impérialismes ne peut rien contre un peuple qui refuse le joug. Et les bombardements terroristes d'un Nixon ne font finalement que souligner ce fait.

Le cynisme des assassins

LORS des bombardements massifs dont est victime ces jours-ci le Nord-Vietnam, un camp de prisonniers américains, situé près d'Hanoï, a été atteint et plusieurs prisonniers ont été grièvement blessés. Washington a alors aussitôt élevé une violente protestation contre la barbarie des Nord-Vietnamiens qui violeraient les règles de la guerre et la convention de Genève... en installant des camps à proximité d'objectifs militaires.

Mais lorsque les B52 américains bombardent les populations civiles, hommes, femmes et enfants compris, lorsqu'ils détruisent écoles et hôpitaux... et même l'ambassade de France, où faudrait-il donc installer les camps de prisonniers pour qu'ils échappent aux bombes américaines ?

Le gouvernement américain est, bien sûr, gêné vis-à-vis de ses concitoyens du fait que ses B52 aient bombardé un camp de prisonniers américains. Il cherche donc à en reporter, aux yeux de l'opinion publique américaine, la responsabilité sur le Nord-Vietnam. Et, pour cela, tous les moyens sont bons.

Et il faut le manque total de pudeur, tout le cynisme de l'impérialisme pour oser accuser les Vietnamiens, comme si les bombes qui ont atteint les prisonniers n'étaient pas américaines !

Olivier BELIN

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 5
— Les joutes électorales à propos du Franc.
— L'affaire Hirson : une justice de classe.

Page 7
— Les petits commerçants et les réformistes.

Page 8
— Fos-sur-mer : les conditions de travail.

Page 10
— Echos de l'affaire Nicole Mercier.

● Dans les entreprises

Page 11
— C.A.F. : exclusion de cinq syndiqués de la C.F.D.T.
— Saviem.
— Chantiers métalliques de Provence.

Page 12
— Echos des entreprises.

Page 15
— Progil. Hôpital Saint-Antoine, S.A.F.T.

● Travailleurs en lutte

Page 13
— L'Abbaye : les femmes en grève.
— Compteurs Schlumberger : débrayages.
— Constructions de Clichy : en grève.

Page 14
— S.E.A.L. : la grève a payé.
— Rhône-Progil.
— Kléber-Colombes.

DANS LE MONDE

USA
Page 7
— Perdrons-nous la terre avant de gagner la lune ?

ANTILLES
Page 20
— Qui organise la fraude électorale ?

PORTUGAL
Page 20
— Caetano digne successeur de Salazar.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. Département Presse Offset 4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

en bref... en bref... en bref...

La publicité nous trompe

Les grands magasins ont annoncé à grand fracas la baisse anticipée de la TVA.

Or, une lectrice de **L'Humanité** écrit dans le numéro du 22-12 que, s'étonnant de ce que les 3 % de baisse n'aient pas été répercutés dans sa facture, elle s'en ouvrit à une caissière d'un grand magasin. Cette dernière l'envoya alors à un autre guichet où, paraît-il, le trop-perçu lui serait remboursé.

Mais il y avait déjà foule à ce guichet, aussi, n'ayant pas de temps à perdre, elle s'en alla.

Bien sûr, en principe, tout le monde peut bénéficier de la baisse ; mais, en fait, ce grand magasin — et il ne doit pas être le seul — s'arrange pour décourager le client. Cela paiera peut-être une partie de la publicité faite... sur la baisse.

Et le gouvernement, en félicitant les grands magasins qui « appliquent » par avance la baisse de la TVA, cautionne cette opération.

Des annonces publicitaires alléchantes... mais on se charge ensuite de décourager ceux qui voudraient en profiter ! (Ph. A.F.P.)

Quand les banquiers s'enrichissent sur la misère des hôpitaux

A Roubaix, pour financer la construction d'un nouvel hôpital de 810 lits, on va faire appel aux banques. Ainsi en a décidé la Commission administrative de l'hôpital de Roubaix. Le coût total des travaux étant estimé à 70 millions de francs, un emprunt de 60 millions sera contracté auprès des banques. Le projet prévoit que le remboursement échelonné des emprunts et des intérêts sera assuré par auto-financement de l'hôpital de Roubaix, le prix de journée étant calculé pour tenir compte de cette charge financière. Ce qui signifie en clair que c'est essentiellement la Sécurité sociale qui, une fois de plus, va prendre en charge non seulement le financement de ce nouvel équipement sanitaire, mais aussi le remboursement des intérêts, car les banquiers qui prêtent ainsi des capitaux ne le font pas gratuitement. En effet, ce nouvel hôpital sera agréé par la Sécurité sociale et, par le truchement du prix de journée, c'est encore celle-ci qui prendra à sa charge une dépense qui devrait incomber à l'Etat.

Voilà un exemple de plus de la scandaleuse carence de l'Etat en matière de santé publique. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, incapable d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de la société, tout ce que sait faire l'Etat, c'est permettre à certains de faire des profits sur notre santé ou bien répartir sur l'ensemble de la population travailleuse les coûts d'un équipement sanitaire pourtant lamentable et insuffisant. S'il en est incapable, c'est bien parce que sa seule fonction est de permettre à une poignée de s'enrichir aux dépens de la société tout entière. Voilà ce qu'est l'Etat des capitalistes : l'instrument des parasites qui tirent profit de tout !

Manifestation à Paris : A bas les violences staliniennes

Dix mille personnes environ ont participé, le jeudi 21 décembre, à la manifestation contre la guerre du Vietnam à Paris.

Dès 18 heures, les premiers manifestants commencent à arriver sur la place de la République par petits groupes. Les militants du PCF forment la tête du cortège dans l'avenue de la République tandis que leur service d'ordre se met peu à peu en place en queue de cortège pour couper celui-ci des milliers de jeunes « gauchistes » venus à l'appel du Front de Solidarité Indochine, de Lutte Ouvrière et du PSU.

Et, vers 18 h 45, lorsque la manifestation s'ébranle en direction du Père-Lachaise, ce sont une dizaine de rangs de militants staliniens qui coupent en deux le cortège. Dans la première partie, qui regroupe environ 60 % des manifestants, se retrouvent essentiellement le PCF et ses organisations satellites, ainsi que quelques maigres contingents de la CFDT, du Parti Socialiste et de la Fédération de l'Education Nationale. Viennent ensuite les manifestants gauchistes, quelques mètres plus loin, dont le dynamisme tranche assez nettement sur le reste de la manifestation.

Une fois encore, fidèle à son habitude, le PCF n'a pu supporter la présence des gauchistes dans la manifestation même. Et non seulement son service d'ordre s'est opposé physiquement à ce qu'il n'y ait qu'un seul cortège, non seulement ses militants ont tenté, sans grand succès, de couvrir les slogans du F.S.I., mais encore ils s'en sont pris à une militante de **Rouge** qu'ils ont bousculée en lui lacérant ses journaux.

En fait, ces champions de la démocratie avancée se moquent éperdument de dénaturer, par leur comportement irresponsable, une manifestation contre l'impérialisme américain.

Là comme ailleurs, ils ont fait passer leurs intérêts de boutique avant la solidarité avec le peuple vietnamien, quitte à tenter d'écœurer par leur attitude sectaire des milliers de jeunes qui étaient venus protester contre l'intensification des bombardements au Nord-Vietnam.

Limoges : Les conseillers municipaux ne sont pas les payeurs

Les élections approchent... et le Conseil municipal de Limoges découvre le sort difficile des personnes âgées. Il n'est jamais trop tard... pour gagner quelques électeurs !

Mais ce n'est pas sa dernière décision « sociale » qui fera beaucoup de dupes. Qu'on en juge plutôt.

Si vous habitez la commune, si vous avez plus de 65 ans, vous pouvez retirer, à partir du 14 décembre, une « carte d'identité spéciale » qui vous donnera droit à une réduction de 33 % sur les tarifs de la CTL (Compagnie de transports urbains).

Mais, car il y a un mais, cette carte n'est valable qu'à la condition d'utiliser ces vénérables voitures seulement entre 9 heures et 11 h 30, 14 h 30 et 17 h 30. Il faut dire que l'entassement est tel aux heures de pointe, vu l'insuffisance de trolleys, que bien peu de personnes âgées s'y risquaient auparavant.

Comme on le voit, il n'y a pas de quoi soulever l'enthousiasme des Limougeauds.

D'autant plus que la différence « financière » sera reversée à la CTL. Qui bouchera le trou ? Les usagers et les contribuables, bien sûr !

Décidément, messieurs les conseillers ne manquent pas de souffle. Pour faire du social à peu de frais, ils sont champions.

Dans une municipalité « socialiste », les personnes âgées auraient pu s'attendre à ce qu'on ne se moque pas aussi ouvertement d'elles en leur faisant une aumône aussi dérisoire. D'autant plus qu'à Limoges il suffit de jeter un coup d'œil sur certains quartiers (la Cathédrale, la Vienne, par exemple), de pénétrer dans certaines cités (aux Coutures, où se logent de nombreux retraités, il est même prévu de supprimer les douches), de faire un tour à Chastaing (l'asile de vieux) ou à l'hôpital (vétuste, personnel insuffisant) pour avoir un aperçu des conditions d'existence dramatiques de milliers de vieux.

Un socialiste humain

Du jeudi 14 décembre au samedi 16, c'est l'opération porte ouverte à l'école Estienne, le lycée technique des industries du Livre. Pour ces trois jours, on nettoie, on repeint les bâtiments et les élèves ont, pour la première fois, l'occasion d'exposer leurs travaux, maquettes, sculpures, et surtout de sortir de la routine d'un travail monotone et souvent sans intérêt.

Ces trois jours sont l'occasion pour la direction de faire sa publicité et de redorer le blason de l'école vis-à-vis du patronat du Livre et du ministère de l'Education nationale. Et, si les élèves peuvent en profiter pour goûter quelques parcelles de liberté, le tout se fait sous le regard vigilant de la direction.

Or, un militant de **Lutte Ouvrière** avait eu la mauvaise idée de venir, comme chaque semaine d'ailleurs, ce vendredi, vendre son journal et diffuser des tracts appelant au meeting du 15. Et, en fait de « porte ouverte », on va voir qu'il y avait une petite restriction. Pensez donc, on était là tranquillement à attendre le ministre, et voilà un révolutionnaire qui vient vendre sa presse...

Le sang du censeur n'a fait qu'un tour. Pourtant, le censeur est membre du Parti Socialiste et même responsable de son service d'ordre parisien : **« Tu n'as rien à faire ici, c'est de la provocation de venir aujourd'hui, etc. ».** Et, démocratiquement, il s'est jeté sur nos affiches qu'il a lacérées et s'est emparé des tracts, qu'il a jetés à terre.

Aussitôt, un attroupement s'est formé et le censeur (c'est le cas de le dire) a dû s'expliquer. Aux questions de notre camarade : **« Est-ce cela la démocratie musclée qu'on aura avec la Gauche en 1973 ? Est-ce cela le « socialisme à visage humain » que vous voulez ? Vous êtes démocratique avec le ministre ou avec le directeur mais pas avec les élèves et les révolutionnaires ; avec qui êtes-vous ? »** Il n'a su que répondre.

Ce censeur, embarrassé, a dû finalement expliquer (le lendemain), qu'il n'avait obéi qu'à une **« impulsion », « qu'il n'avait pas pu maîtriser ses nerfs »**, que **« c'était humain »...**

Il est beau l'humanisme des « socialistes » !

Massy : Au lycée Fustel de Coulanges les élèves font reculer l'administration

Mardi 28 novembre, une conférence sur l'Amérique Latine par le Pasteur Casalis, prévue par les élèves, devait avoir lieu au lycée Fustel-de-Coulanges.

Dans ce lycée, l'administration exerce un contrôle permanent sur tout ce que peuvent faire les élèves, et le droit de réunion, entre autres, est soumis à son bon vouloir.

Ainsi, le proviseur, qui croit pouvoir s'ériger en censeur de ce que doivent voir ou entendre les lycéens, décida-t-il de lui-même d'interdire cette conférence. Mais c'était compter sans la réaction des élèves. Car, dès le lendemain, 500 lycéens se réunirent et décidèrent la grève jusqu'à ce que le proviseur revienne sur sa décision. L'UNCAL ne trouvant rien d'autre à proposer que son éternelle pétition se fit copieusement huer.

Mais une dizaine de professeurs, pour la plupart du PCF, réussirent à calmer les choses, en déclarant qu'ils soutenaient les lycéens et en demandant d'attendre les résultats de la réunion du Conseil d'administration convoqué pour la fin de la semaine, où ils présenteraient une motion.

La majorité des élèves accepta d'attendre, mais ne resta pas inactive : tracts, affiches furent diffusés pendant toute la semaine.

Face à cette mobilisation, le Conseil d'administration fut obligé de céder et le proviseur s'engagea à accepter le droit de réunion et le droit d'affichage politique au foyer.

Les élèves ont conscience que l'administration a été contrainte de reculer, mais aussi que le proviseur peut revenir sur les concessions qu'il a dû faire, comme il l'a déjà fait dans le passé, et ce d'autant plus facilement que ce n'est qu'un engagement verbal.

Mais ils sont bien décidés à ne pas laisser passer de telles mesures arbitraires.

LES JOUTES ÉLECTORALES AUTOUR DU FRANC

DANS le tumulte des grands jours et au milieu des invectives de bas étage, des interjections injurieuses, des gesticulations hargneuses, de ce pagailleux vacarme pour couvrir la voix de l'adversaire, toutes choses qui, chez ces messieurs les députés, constituent la marque distinctive des débats politiques de haut niveau, Mitterrand et Peyrefitte se sont livrés à une édifiante passe d'arme verbale devant l'Assemblée à propos de l'inflation. Passe d'arme qui fait suite à la campagne récente déclenchée par la majorité contre la Gauche sur le thème : si le franc baisse, s'il y a ruée sur l'or, c'est à cause de l'inquiétude des épargnants devant la montée de la Gauche. Pas de n'importe quels épargnants d'ailleurs, comme l'affirmait Peyrefitte : des **« petites gens »,** les **« acheteurs de napoléons »** qui sont, comme chacun sait, **« des ouvriers, des petits commerçants, des petits rentiers ».** En tout cas, cette fuite de la monnaie vers l'or ou vers la Suisse serait **« la réaction de crainte de gens qui ne connaissent pas les secrets de la finance »** — précisa ingénument le même Peyrefitte — ceux qui les connaissent estimant apparemment n'avoir rien à craindre pour le futur — ou ayant déjà depuis longtemps placé leur argent en Suisse.

En somme, la majorité, à la recherche d'arguments électoraux dont elle a bien besoin, en a trouvé un : s'il y a inflation, c'est parce qu'il y a fuite des capitaux. Et s'il y a fuite des capitaux, c'est parce que les gens ont peur de la Gauche. Elégante façon de se débarrasser de ses propres responsabilités sur le dos d'un futur et on ne peut plus hypothétique gouvernement de gauche.

Qu'il y ait des bourgeois qui ont peur non pas d'un gouvernement de gauche, mais de l'idée qu'ils s'en font n'est guère douteux ; pas plus qu'il n'est douteux qu'ils préfèrent, par ces temps qui courent, mettre leur argent en sécurité, en Suisse ou ailleurs. **Mais la majorité** qui, il y a un mois à peine, claironnait encore sur tous les tons qu'il ne faut surtout pas considérer l'inflation comme un phénomène français, qu'elle est européenne, a bonne mine aujourd'hui d'en accuser la Gauche.

Le gouvernement a d'autant plus d'aplomb de se transformer en accusateur sur cette question, qu'il a non seulement été incapable de maîtriser l'inflation, mais aussi que dans une large mesure et, en tout cas, au cours des dernières semaines, c'est lui qui l'a favorisée, c'est lui qui l'a aggravée, en ouvrant les vannes monétaires, en faisant bénéficier de ses largesses fiscales l'électorat bourgeois et petit-bourgeois dont il veut conserver les voix.

Mais, de toute évidence, Peyrefitte savait à qui il s'adressait. Il savait qu'il pouvait mentir effrontément, il savait que la Gauche, ne voulant surtout pas engager la discussion sur le fond, resterait sur le terrain qu'il avait choisi. Oh certes, Mitterrand a renvoyé la balle en accusant la majorité en général et Peyrefitte en particulier de **« provoquer la panique financière »,** de **« vouloir recommencer sur le franc le coup des voitures incendiées ».** En somme, l'inflation, c'est une provocation de la majorité pour empêcher l'opposition de passer.

Mais sur le fond, rien. Pas même un mot, ne serait-ce que pour dénoncer clairement que le gouvernement favorise l'inflation, non pas par provocation politique, mais par générosité accrue de l'Etat envers l'électorat bourgeois. Mais Mitterrand lui-même ne veut pas déplaire à cet électorat. Il ne veut surtout pas que cet électorat le croie moins bien disposé à son égard que la majorité. Alors, il respecte les règles du jeu, il masque le creux du propos par la véhémence du ton, il se livre au petit jeu innocent et parfaitement admis pendant la campagne électorale du **« c'est pas moi, c'est toi ».** Mais, sur ce terrain, la crédibilité est du côté de la majorité : personne de censé ne croit à la « panique financière » organisée par le gouvernement. Et, finalement, les accusations de Mitterrand contre le gouvernement blanchissent ce dernier. En refusant de dénoncer le gouvernement, le régime et, au-delà, tout le système qui est responsable de l'inflation, l'opposition permet à la majorité de s'en sortir à bon compte.

Georges Kaldy

Mitterrand contre Peyrefitte : un « A Armes Egales » que l'on ne verra pas à la télévision, et où la gauche accepte les cartes truquées de la majorité. (Ph. A.F.P.)

Le procès du meurtrier de J. Labroche une justice "compréhensive"

LA justice, si lente et si bornée dans de nombreuses occasions, sait aussi parfois agir vite. Si de nombreux prévenus moisissent des années en prison avant que le tribunal daigne examiner leur cas, souvent véniel, cela n'a pas été le cas pour le sergent-chef Jean Walmé, qui comparaissait les 18 et 19 décembre devant les assises de l'Aisne, à Laon.

Jean walmé est ce militaire de carrière qui, à Hirson, dans la nuit du 22 au 23 avril dernier — c'est-à-dire à la veille du référendum sur l'Europe — a assassiné, en le renversant avec sa voiture, un militant du P.C.F. qui montait la garde auprès des affiches de son parti. Et le procès de Walmé a donné lieu à un étalage indécent de complaisance de la part de la justice.

Jean Walmé comparaissait en grand uniforme de son régiment, le 21e R.I.M.A., sans que personne parmi ses supérieurs ne semble choqué de voir cet assassin brandir ainsi devant les juges la caution de son uniforme. Mais surtout, la cause était presque entendue avant même l'ouverture du procès, puisque l'accusation d'homicide volontaire n'a pas été retenue contre lui ; on a seulement retenu le motif de « coups et blessures portés volontairement sans intention de donner la mort ». **Chacun s'est alors employé à « comprendre » Walmé, présenté par le président du tribunal lui-même comme** « meilleur sous-officier adjoint de sa compagnie », « ardent au travail », « sérieux », **et surtout** « ne faisant jamais de politique », **afin sans doute que personne n'ose prétendre que le geste de Walmé obéissait à une inspiration politique, à laquelle le prédisposaient sa formation de militaire de carrière, autant que le milieu politique de son père, militant connu de la majorité ! Comme le remarque** l'Humanité, **le magistrat n'a pas cru bon d'être aussi compréhensif envers la victime qu'envers l'assassin, et n'a pas eu un mot pour le militant tué, Michel Labroche,** cheminot de 29 ans, **ni pour sa veuve et sa petite fille de sept ans.**

Quant à l'avocat de Jean Walmé, il n'avait, dans ces conditions, plus grand-chose à dire, sinon un argument méprisable : si le tribunal opte pour l'homicide involontaire, a-t-il invoqué, la veuve sera indemnisée par la compagnie d'Assurances de Walmé, ce qui ne sera pas le cas pour l'homicide volontaire ! Il était difficile d'être plus cynique envers la famille de Michel Labroche.

Le verdict contre Jean Walmé a été ce que l'on appelle un « verdict de clémence » : cinq ans de prison dont trois avec sursis. Nous ne crions pas vengeance, mais nous constatons que la justice ne montre une telle clémence que de façon sélective, et ne fait guère de différence entre le meurtre d'un militant communiste et l'établissement de chèques sans provision. Et puis, à la veille de l'ouverture d'une campagne électorale, les nervis des CDR et autres SAC, qui remplissent de leurs tristes exploits l'actualité des veilles d'élections, peuvent se considérer comme prévenus : leurs éventuels débordements seront compris.

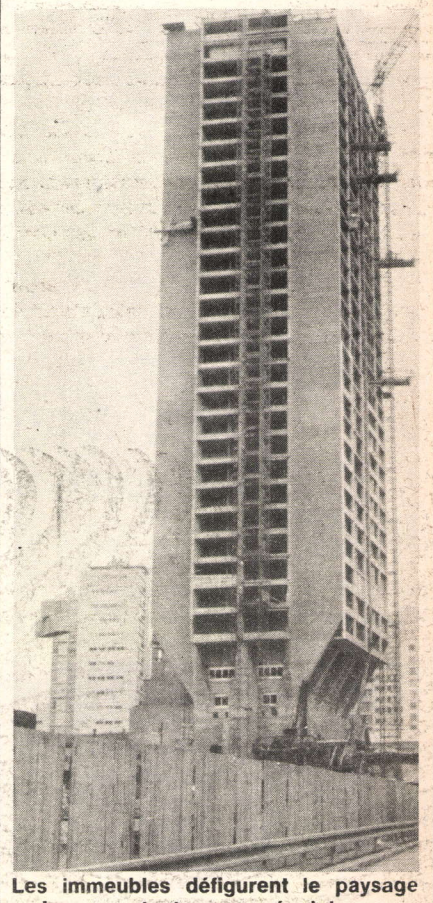
André Frys

COTE IMMOBILIÈRE

LA Ve République n'est pas avare de scandales ; le dernier, même s'il est révélé un peu dans l'indifférence, reflète bien les mœurs de ceux qui nous gouvernent (et qui voudraient bien en reprendre pour cinq ans, afin de continuer leurs juteuses affaires).

Il date d'un peu plus de deux ans : à Bormes-les-Mimosas, sur la Côte d'Azur, qui menace de plus en plus de devenir la Côte de Béton, on projetait de construire sur la mer (sur des digues) une « Marina », c'est-à-dire une cité comprenant port, hôtel et grand ensemble.

L'autorisation de construire fut donnée et l'on vit les manipulations spéculatives classiques des promoteurs : ouverture de carrières non autorisées,



Les immeubles défigurent le paysage mais rapportent aux spéculateurs... (Ph. L.O.)

qui défigurent le paysage — mais cela n'a pas d'importance — multiplication des coefficients d'occupation...

Bref, cette « Marina » menaçait de devenir une super-cité HLM de banlieue (avec toutefois la possibilité, pour les heureux possesseurs de bateau, d'essayer de se baigner loin de la pollution des côtes).

Déjà, en certains endroits, la Côte d'Azur n'est plus qu'un souvenir, et le front de mer n'est plus qu'un front d'immeubles. Avec ce projet, et d'autres du même genre, cela risque de s'étendre encore plus, et il faudra bien chercher pour trouver un bout de plage dont l'horizon ne rappelle pas la banlieue parisienne.

Naturellement, toutes les dérogations voulues furent accordées par les services du ministère de l'Equipement, services de Chalandon.

Aujourd'hui, sur intervention d'un comité d'habitants de l'endroit, le tribunal a annulé le permis de construire ; les travaux sont arrêtés ; le groupe financier promoteur pourrait demander une indemnisation à l'Etat : ce seraient environ 15 milliards que le contribuable paierait.

Quant au gouvernement, il cherche les responsables non de la spéculation mais... des fuites qui ont permis la divulgation publique du rapport Lamoureux. Ce rapport énonçait, avant que les autorisations administratives soient données à Bormes, les règles que l'administration devait respecter dans ce domaine. Respectées, ces règles auraient dû faire refuser les autorisations. Bien sûr, ce rapports aurait dû rester secret. Dans l'affaire Aranda aussi, les documents auraient dû rester secrets.

Comme on le voit, les affairistes qui nous gouvernent ne changent pas : ils veulent bien gruger le pigeon, mais ils préfèrent que cela ne se sache pas.

Jean DUGAY.

Un petit geste préélectoral en faveur des veuves

Un décret vient de rabaisser à 55 ans l'âge minimum auquel les veuves peuvent toucher une pension de réversion correspondant à la moitié de la retraite de Sécurité sociale de leur mari. C'est certes une amélioration sur la situation actuelle où cet âge est de 65 ans (60 ans uniquement en cas d'incapacité de travail), d'autant plus que, pour une femme ne travaillant pas, ce n'est pas entre 55 et 65 ans que l'on trouve aisément du travail.

Mais ce n'est pas cette ridicule pension qui peut permettre de vivre : les retraites sont déjà scandaleusement faibles puisque c'est au maximum (pour quelqu'un qui la prend à 65 ans en ayant cotisé plus de 32 ans à la Sécurité sociale) 42,6 % de son salaire moyen pour les dix dernières années que touche un retraité. Sa veuve n'aura donc au maximum que 22,3 % de ce salaire pour vivre. Et la pension de réversion est nulle si le mari est mort avant 60 ans en ayant cotisé moins de quinze ans.

De plus, si la veuve travaille, elle ne peut toucher cette mirifique pension que si elle gagne moins de 790 F par mois. Et lorsqu'elle est à la retraite, elle a simplement le droit de choisir de toucher la plus grosse pension entre sa propre retraite et cette pension de réversion.

Cette petite amélioration ne changera donc pas grand-chose au scandale des conditions dans lesquelles sont obligés de vivre les vieux travailleurs. Et pourtant la radio annonçait triomphalement cette « importante mesure en faveur des veuves » que venait de prendre le gouvernement : à défaut d'avoir les moyens de vivre, les trois millions de veuves ont le droit de vote ; et le gouvernement a donc pensé que cela valait la peine de faire à leur égard un petit geste que la publicité est chargée de rendre gros.

O.B.

Les écrits restent, les paroles passent

Les députés ont débattu du projet de loi instituant un médiateur. Il faut bien débattre de quelque chose. A quoi pourrait bien servir ce fameux Ombudsmann ? M. Pleven l'explique : l'administration a parfois de son rôle « une conception quelque peu déformée, le souci de défendre l'intérêt général contre les intérêts particuliers ». *Bien sûr, comme il ne s'agit pas que n'importe quel particulier aille ennuyer ce grand homme, seuls les députés y auront accès. Mais les « intérêts particuliers » doivent avoir l'oreille de l'Etat. Ils l'avaient déjà. Mais pour obtenir le maintien des nids de poule sur une nationale qui risquait de concurrencer son autoroute à péage et en empêcher l'élargissement, la COFIROUTE devait l'écrire noir sur blanc. Désormais, par députés interposés, cela se règlera de vive voix dans le bureau de M. Ombudsmann. Et on ne sera plus à la merci des photocopies d'un haut fonctionnaire se prenant subitement pour Saint-Just.*

Olivier BELIN.

La morale collective au secours de la réaction

Si M. Foyer est contre l'avortement et très réticent pour la pilule, ce n'est pas, voyez comme les apparences sont trompeuses, parce que sa morale personnelle la réprouve. Au contraire, c'est parce qu'il est avant tout homme de gouvernement : tous les arguments natalistes classiques ont été répétés. (Voir l'article de Foyer paru dans le Monde.*)*

D'abord, la proportion de vieux est trop importante en France, la pyramide des âges n'est pas saine, et il y a des trous dus aux deux guerres mondiales qui ne s'effaceront que... en 2050 à peu près. Ensuite, ce sont évidemment les actifs qui payent les retraites des vieux : si on est pour l'avortement, comment peut-on réclamer des mesures sociales pour les défavorisés ?

On ne saurait mieux dire une fois de plus que les retraites et autres prestations sont payées par les travailleurs.

De plus, si les Français ne font plus d'enfants, en l'an 2000 la population française serait largement dépassée par... celle du Maroc ! Où va-t-on ?

D'ailleurs on est bien obligé de ne pas trop libérer la contraception : les gens en profiteraient trop ; et même la Roumanie, qui avait institué l'avortement légal, a été obligée de revenir à une politique moins libérale : la natalité baissait trop.

Et après avoir asséné ces lieux communs qui ne résolvent aucun problème, M. Foyer se défend d'être lapiniste.

Mais, finalement, quelle hypocrisie ! Aucune des vraies questions ne sont posées. Nos bons bourgeois craignent que les femmes abusent des « nouvelles libertés » si ces dernières leur étaient accordées. Mais une femme peut-elle à l'heure actuelle choisir, en toute connaissance de cause, d'avoir ou non des enfants ? Les conditions matérielles et sociales sont-elles réunies pour que la naissance d'un enfant ne pose pas de problèmes ?

M. Foyer vante les maigres allocations familiales, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans la mer.

La « morale collective » de M. Foyer vient juste à point pour donner des arguments aux réactionnaires de tout poil qui refusent toute évolution de la condition de la femme dans la société.

J.D.

(Ph. L.O.)

Un scandale : la vente par appartement des immeubles occupés

Près de quatre mille locataires de la Compagnie Foncière de France dans les 9e, 10e, 11e et 17e arrondissements vont voir leurs appartements mis en vente par cette société.

Pour tous ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter, les personnes âgées en particulier, cela signifie qu'il va falloir déménager à plus ou moins brève échéance, puisque la loi autorise l'acquéreur d'un logement occupé à le récupérer pour l'habiter lui-même dans un délai qui ne peut dépasser quatre ans. Beaucoup de locataires, ne connaissant pas la loi et se laissant impressionner par les pressions diverses qu'ils subissent, partent d'ailleurs bien souvent d'eux-mêmes à l'annonce de la mise en vente de leurs logements... L'inquiétude est donc particulièrement vive chez toutes les personnes menacées. La Confédération Nationale des Locataires signale même des cas de mort prématurée de personnes âgées, isolées et hypersensibles, affolées à l'idée de risquer d'être expulsées !

(Ph. L.O.)

A noter : le principal actionnaire de la CFF qui réalise cette opération spéculative est le Crédit Foncier de France — qui détient 56 % des parts — organisme étatique à « vocation sociale »...

Un bel emballage, mais rien dedans

Le projet du député UDR Neuwirth, fortement modifié, est passé à la Chambre des députés, mais a été repoussé par le Sénat.

Déjà, le fait de créer un office national d'information et d'éducation familiale n'allait pas chercher bien loin, mais maintenant cet office est devenu un « conseil supérieur chargé de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale ».

Il n'aura pas de contact avec le public, sera financé par l'Etat et aura un rôle de coordination entre les associations de planning (s'il les laisse subsister) ou autres.

En fait, c'est du Foyer à la sauce Neuwirth. Il ne s'agit de rien de plus qu'un organisme d'Etat destiné à chapeauter, voire même à orienter, les dites organisations, du moins celles qui seraient conviées à y participer.

Neuwirth, dit-on, n'est pas déçu, et l'UDR ne menace plus d'éclater, comme c'était paraît-il le cas lors du dépôt du projet.

En fait, face aux proportions qu'a prises le problème, le gouvernement jette de la poudre aux yeux.

D'un côté, la carotte : un titre ronflant pour laisser croire que l'on cherche une solution.

De l'autre, le vide que recouvre ce titre : aucun réactionnaire ne court le danger de s'y tromper.

Jean DUGAY.

(Ph. L.O.)

PERDRONS NOUS LA TERRE

LES trois astronautes Cernan, Evans et Schmitt, sont de retour sur terre une semaine et demie après leur départ. Cette nouvelle expérience astronautique ne fait plus la une des journaux, la presse à sensations ne recherchant que l'exceptionnel, le scandaleux, l'accidentel...

Et pourtant, Apollo 8, sixième expérience d'envoi des hommes sur la lune, est le dernier vaisseau spatial habité que la NASA envoie sur notre satellite. Le programme Apollo est stoppé avant même d'être achevé. Pourquoi cet arrêt après la course à la lune de ces dernières années ?

C'est que, d'une part, l'intérêt politique et stratégique de cette course est épuisé pour le capitalisme US et que, d'autre part, cette course a alimenté et alimente encore un peu plus l'inflation du dollar.

En effet, les USA, pris au dépourvu par l'URSS lors de l'envoi du premier Spoutnik, puis du premier homme dans l'espace, avaient décidé de se donner les moyens pour « conquérir l'espace », c'est-à-dire en fait de récupérer l'avance stratégique que la possession de satellites conférait aux Russes, et aussi et surtout le prestige international que l'URSS en retirait. A cela s'ajoutait bien sûr l'intérêt bien compris des trusts US qui bénéficiaient de la manne de commandes d'Etat de la NASA.

L'intérêt politique et stratégique de la conquête de la lune ne se faisant plus sentir, le Capital US se reconvertit dans l'armement. (Ph. A.F.P.)

Mais ces commandes d'Etat, ces dépenses fabuleuses pour conquérir « un morceau de pierre de lune » étaient alimentées, comme tout le reste, en partie par la planche à billets américaine, et contribuaient à accélérer l'inflation de dollars et la dépréciation internationale de ceux-ci.

Aujourd'hui les USA se sont lancés dans une politique destinée à juguler cette inflation. L'URSS est décidément distancée dans la course à l'espace, et les avantages que cette maîtrise confère sur le plan politique et stratégique sont acquis aux USA. Alors le budget de la NASA est réduit de moitié, celle-ci n'emploie plus que 27.000 personnes (au lieu de 35.000), et ne fait plus travailler dans l'industrie privée que 100.000 personnes, le quart du chiffre équivalent des années 1965 ! Licenciements et reconversions sont monnaie courante dans l'industrie aéronautique et militaire...

Pour le développement de la science astronautique, comme pour tout le reste, tout est fonction de l'intérêt politique et financier du Capital. Et celui-ci ne permet à l'intelligence humaine de conquérir l'espace que s'il y trouve un profit.

Aujourd'hui, pour des raisons politiques, le programme Apollo est stoppé Qu'importe au Capital : il se reconvertit, et il met l'intelligence et les capacités humaines au service de la fabrication de nouvelles armes destructives, puisqu'aujourd'hui c'est cela qui lui rapporte ; et que lui importe si, actuellement, de par le monde, il y a assez de bombes pour faire exploser la terre...

P.L.

AVANT DE GAGNER LA LUNE ?

Une ficelle des réformistes :

S'attaquer à la petite bourgeoisie pour venir en aide au Capital

LES récentes difficultés qu'a connues le gouvernement d'Union populaire chilien avec certaines catégories de la petite bourgeoisie et, en particulier, le conflit qui l'a opposé aux camionneurs indépendants à propos de leur regroupement dans une société d'Etat, ont une fois de plus donné un exemple d'une politique bourgeoise anti-classes moyennes présentée sous une phraséologie socialiste.

De cette attitude, la bourgeoisie tire profit sur deux plans. En premier lieu elle est la bénéficiaire directe des mesures de rétorsion, voire de racket, prises à l'encontre de la petite bourgeoisie. En second lieu, les travailleurs indépendants, présentés à tort ou à raison comme des privilégiés, voire même des parasites, jouent le rôle de bouc émissaire de la bourgeoisie, la classe ouvrière étant invitée, non à lutter contre ses exploiteurs, mais à se satisfaire de ces mesures prises contre des catégories qui n'ont rien à voir avec la grande bourgeoisie parasite.

Nombreuses sont les organisations politiques et syndicales qui tentent d'entraîner les travailleurs sur cette voie de garage et qui sont dotées d'une promptitude particulière pour s'attaquer à la petite bourgeoisie.

Le type caricatural en la matière est sans doute pour la France incarné par Force Ouvrière. Cette centrale syndicale a, pour le problème de la Sécurité sociale, adopté comme cheval de bataille la dénonciation des honoraires des médecins qu'elle estime trop élevés et qu'elle rend en grande partie responsables du déficit de cet organisme. Position démagogique — qui fut aussi celle du ministre socialiste Gazier en 1956 — qui a la commodité de dédouaner entre autres les grands trusts pharmaceutiques et le gaspillage effrené dont ils sont la cause. Dans le même domaine, le Parti Travailliste anglais s'illustra encore plus nettement au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale en fonctionnarisant les médecins et en « nationalisant » la médecine, permettant ainsi à la bourgeoisie anglaise des économies non négligeables par l'institution d'une médecine au rabais, sans qu'il soit bien sûr question pour le leader travailliste de « gauche » Aneurin Bevan, qui avait mis l'opération sur pied, de troubler les jours heureux des grandes sociétés pharmaceutiques en leur étendant ces mesures de nationalisation.

Un autre domaine de prédilection où tout ce courant réformiste et social-démocrate trouve l'occasion d'exercer sa démagogie est celui de la hausse des prix dont les petits commerçants sont, sinon en théorie, du moins en pratique, considéré comme responsables. Pour Force Ouvrière, qui compense ainsi sa servilité vis-à-vis du patronat et de son Etat par sa hargne à l'égard des petits commerçants, c'est là une position bien établie. La CFDT, elle aussi, ne dédaigne pas de s'adonner à une telle besogne, n'hésitant pas parfois, comme lors d'une récente manifestation en Bretagne, à prendre le parti des grandes surfaces contre les petits commerçants au nom de la défense des intérêts des salariés.

Mais c'est au Parti Socialiste que revient la palme en la matière, le Parti Socialiste qui, lors de ses passages au pouvoir, aussi bien en 1946-1947 qu'en 1956, instaura un contrôle des prix dont le seul résultat fut de multiplier les brimades dirigées contre le petit commerce.

Ramadier déclarait en février 1947 au sujet d'une nouvelle (et finalement tout aussi inopérante) baisse autoritaire des prix : « Nous avons décidé d'exiger la baisse, même quand le commerçant, même quand le producteur devront subir une perte ». **Inutile de dire qu'en l'absence de tout contrôle effectif des coûts de production réels des grandes entreprises par les travailleurs eux-mêmes dans les usines, la baisse était destinée à être supportée par le petit paysan et par le petit commerçant. En novembre, Jules Moch, un autre « socialiste », rendait obligatoire pour les détaillants l'affichage sur les étiquettes des prix d'achat. Il faut d'ailleurs souligner que, durant cette période, le PCF marchait lui aussi dans ces opérations et qu'il n'était pas rare de voir certains de ses militants faire la police sur les marchés.**

Les réformistes refusant de s'attaquer au régime capitaliste mais soucieux de gagner le soutien des travailleurs choisissent la petite bourgeoisie comme bouc émissaire. (Ph. L.O.)

En 1956, le Parti Socialiste réutilisera les mêmes ficelles en fixant la marge bénéficiaire des détaillants de fruits et légumes. Simple poudre aux yeux voulant donner à croire que la hausse des prix serait enrayée et surtout mesure ayant pour but de dresser les travailleurs contre les petits commerçants.

Car, en effet, ce genre de mesures vise avant tout à faire passer la pilule aux travailleurs tout en détournant la colère dont la grande bourgeoisie ne tient pas à faire les frais. Mais les « socialistes » qui s'attaquent à la petite bourgeoisie transformée en bouc émissaire du grand Capital ne rendent pas seulement à la bourgeoisie le service de faire passer sous des couleurs de gauche une politique que la classe ouvrière aurait beaucoup moins bien supportée venant d'un gouvernement de droite.

En s'attaquant aux classes moyennes et spécialement aux petits commerçants et aux paysans, en les assujettissant à des mesures qui menacent leur existence, ces socialistes permettent en fait à la bourgeoisie de perfectionner par l'intermédiaire de son Etat son racket sur la petite bourgeoisie.

Ainsi, toute démagogie présentant cette petite bourgeoisie comme l'ennemie de la classe ouvrière doit être combattue. Leur ennemi commun à toutes deux, qu'ensemble elles peuvent et doivent combattre, c'est la bourgeoisie.

Pierre VERNANT.

QUELQUES QUESTIONS A UN OUVRIER DES CHANTIERS DE FOS

— Il est plus de 20 heures, tu viens juste d'arriver de Fos. A quelle heure pars-tu le matin de Marseille ?

— A 4 h 30, pour être sur le chantier à 6 h 45 et commencer à 7 heures. Je finis à 18 heures, pour reprendre tout de suite la route. Les bons jours, j'arrive en bas de chez moi à 20 heures, les mauvais, comme hier, à 21 heures. Un camion s'était renversé sur la route, pour faire trois kilomètres, il a fallu une heure et demie. Cela arrive de plus en plus souvent.

— Combien d'heures travailles-tu par jour ?

— Dix heures, du lundi au samedi compris ! Soixante heures par semaine, et on nous demande aussi de venir travailler le dimanche !

— Pourquoi travailles-tu à Fos ?

— Avant, je travaillais dans une usine, mais il y avait tellement de poussière que je suis tombé malade. Le docteur m'a fait un certificat pour avoir un poste moins exposé, la direction n'en a pas tenu compte. Et maintenant, je me retrouve dans une entreprise intérimaire qui m'a envoyé à Fos.

— Que fais-tu là-bas ?

— Des habitations pour les travailleurs yougoslaves ou turcs. C'est à cinq minutes de Solmer.

— Combien de temps encore sur le chantier ?

— Deux semaines.

— Et après ?

— Le chômage ou un autre chantier si j'ai de la chance, au bon vouloir de l'entreprise.

— Combien touches-tu ?

— Pour un OHQ, 8 F de l'heure et 35 F de déplacement mais le déplacement varie à la tête du client. Certains touchent 20 F, d'autres 25 F, et ainsi de suite. Et cela représente plus de quatre heures de route, l'essence, le repas.

— Y a-t-il une cantine ?

— Oui, mais seulement pour Solmer. Il faut la carte pour y manger. Alors, nous, on mange à la gamelle sur le chantier, qu'il pleuve ou qu'il vente. Et le Mistral souffle par ici.

— Combien êtes-vous dans l'entreprise ?

— Deux cents environ ; toute la France est représentée, des Parisiens, des Bretons, des Savoyards, des Toulousains.

— Comment font-ils pour se loger ?

— Les caravanes avec des loyers exhorbitants, ou une chambre à Fos qu'il faut payer 500 F par mois, ou alors, comme moi, le trajet Marseille-Fos tous les jours.

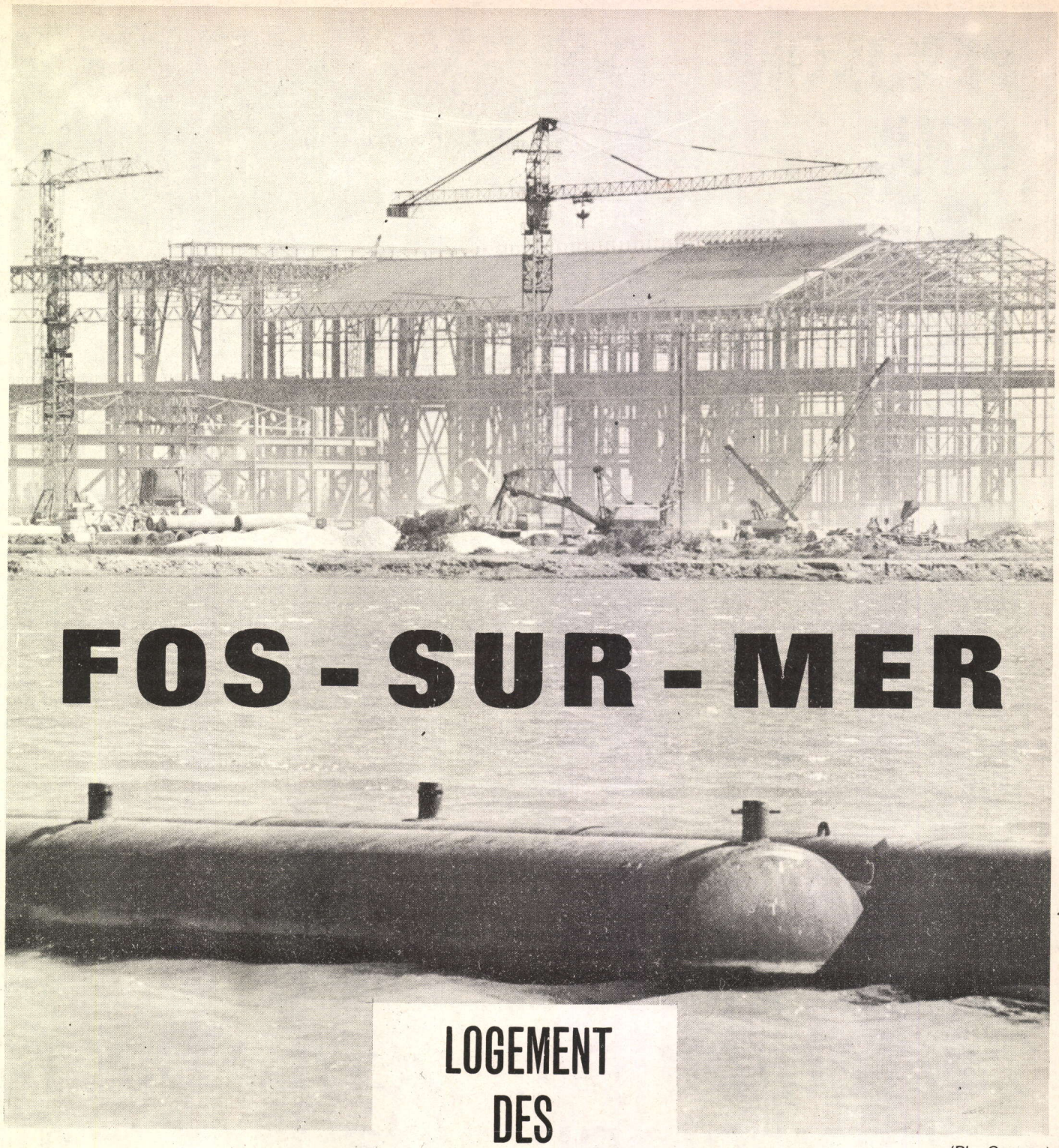
— La sécurité de l'emploi ?

— C'est la valse ! A la moindre incartade, la porte tout de suite. Dernièrement, un électricien a été mis dehors immédiatement pour une fiche mal posée. Au chauffage, une équipe entière a été mise dehors.

— Et les autres chantiers ?

— A côté, c'est Solmer, c'est l'enfer ! La fumée, le bruit infernal et surtout les accidents. Avec des blessures très souvent à la tête quand quelque chose dégringole des échafaudages. Ce qui est fréquent !

Correspondant L. O.



FOS-SUR-MER

(Ph. Gamma)

INSÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

LES conditions d'hygiène et de sécurité ne sont pratiquement pas observées et les accidents sont fréquents. Selon la Sécurité sociale, le nombre d'accidentés officiels est passé de vingt en juillet à trente-cinq en août sur le chantier de la Solmer, ce qui fait une moyenne de deux à trois par jour de travail, sans compter les blessés non officiels.

Pour aller très vite, le travail se fait en faisant travailler les équipes les unes au-dessus des autres : une à 40 mètres, une autre à 30 mètres, une autre à 20, jusqu'à atteindre la zone de terrassement. La chute d'un outil peut, dans ces conditions, devenir une catastrophe. De plus, les vertiges et évanouissements ne sont pas rares.

Les cadences imposées, la rapidité du travail accroissent bien sûr les risques.

Ce qui est non moins scandaleux, c'est que l'arrivée des secours demande très longtemps puisque rien n'existe sur les chantiers eux-mêmes. Ainsi, l'été dernier, un homme est mort en attendant les secours qui mirent une heure à arriver. Autre exemple plus récent : un ouvrier qui s'était sectionné le doigt ne put obtenir qu'un peu de mercurochrome de la trousse de secours.

Correspondant L. O.

LOGEMENT DES TRAVAILLEURS

POUR les industriels, les ouvriers doivent être à moins de trente minutes de leurs chantiers, donc forcément dans la zone industrielle au milieu des fumées, du bruit, du vent qui transporte sable et poussière. Ce sont donc les gros industriels, la SONACOTRA et le Port Autonome, qui ont fondé une société, l'APHEP, sans but lucratif, destinée à construire des logements provisoires pour les travailleurs des chantiers de Solmer, Ugine-Kulhmann, ICI, etc.

Les terrains sont cédés par le Port Autonome de Marseille, le financement vient des divers ministères. Les plus gros clients sont Solmer (environ quelque 1.500 lits) et Ugine-Kuhlmann (500 lits) pour les premières tranches. Le prix de la journée est de 7 F en chambre de deux. Deux qui travaillent en poste, c'est-à-dire que l'un arrive lorsque l'autre dort et ainsi de suite.

Mais, en attendant qu'il y ait le nombre de lits suffisants dans ces cités provisoires, les travailleurs des chantiers se logent au petit bonheur la chance. Oh ! ils ont le choix : caravaning dans les terrains de camping ou chez des particuliers — entre autres le long de la voie, sans barrière de sécurité — sinon, ils peuvent toujours louer une petite chambre. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que, pour précaires que soient ces logements, ils n'en sont pas moins coûteux. Ainsi, une simple chambre dans la région coûte 500 F par mois. Quant aux terrains de camping municipaux, bien équipés, ils sont très onéreux. Le caravaning chez un particulier revient moins cher mais est pratiquement dépourvu de toute commodité, ce qui, avec l'hiver, devient de plus en plus pénible.

Quant à pouvoir sortir le dimanche, n'en parlons même pas : il n'y a rien, et Marseille est quand même loin.

Correspondant L. O.

LA POLLUTION

LA Crau était jusqu'à présent une de ces régions de plus en plus rares en France, où la nature gardait ses droits. Inutile de dire que cela n'est plus qu'un souvenir.

En premier lieu, l'étang de Berre a été métamorphosé en une véritable mer morte qui tient de l'égout et du dépotoir, si bien qu'en dessous de cinq mètres toute vie, tant végétale qu'animale, a disparu de l'étang. Ceci est dû surtout aux rejets des déchets industriels, à l'absence de stations d'épuration et d'égout. Cela laisse à penser sur le sort du golfe de Fos, lorsque les industries seront mises en marche. D'ailleurs, vendredi 8 décembre, les marins pêcheurs de Port-Saint-Louis de Martigues et de Port-de-Bouc ont bloqué la passe pour protester contre la pollution croissante de la Méditerranée qui atteint gravement poissons et végétaux.

Le clair ciel bleu provençal et l'air qui sentait bon la mer et les herbes n'en ont plus pour longtemps. Il paraît que d'ici trois ans plus de 800 tonnes de soufre par jour seront émises dans l'atmosphère par les centrales thermiques. D'ailleurs, l'EDF ne s'est engagée à brûler du fuel de basse teneur en soufre que par très mauvais temps.

Les promoteurs de Fos comptaient sur le Mistral pour chasser les fumées ; mais, quand d'autres vents souffleront (brise de mer par exemple) les fumées des usines sidérurgiques et pétrolières se rabattront sur les zones habitées. Certains spécialistes estiment que d'ici peu on aura réussi à créer au-dessus de Fos un brouillard oxydant digne de celui qui étouffe Los Angeles.

Correspondant L.O.

revue de la presse d'extrême-gauche

Les révolutionnaires et les élections législatives

lutte Communiste *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!*

N° 271 du 15 décembre

La rédaction de Lutte Communiste **« salue » un article de J. Posadas consacré au sujet :** « Gauchisme, putschisme, la lutte de classe et la révolution mondiale **», et** « appelle les groupes Rouge, Lutte Ouvrière, AJS à lire, étudier et discuter ce texte **». Le texte en question annonce la disparition prochaine de « ces groupes » et leur conseille tout simplement d'emboîter le pas à** Lutte Communiste **dans le suivisme le plus absolu vis-à-vis du PCF.**

Rouge ressemble à un drap blanc, sur lequel on ne trouve, de temps en temps, que quelques lettres imprimées, parce que ceux qui le font n'ont rien à voir avec ce qui se passe actuellement. Nous, par contre, qui ne sommes qu'un petit groupe, moins nombreux qu'eux, ne nous sommes pas laissés entraîner pendant le mai français, par l'agitation tumultueuse et vide de ces dirigeants. Par contre, nous nous sommes sentis les interprètes de cette tumultueuse agitation révolutionnaire de la masse petite-bourgeoise. Nous l'avons comprise, nous l'avons interprétée et nous l'avons prise comme un exemple, comme une base de stimulation et d'impulsion pour le mouvement prolétarien. Mais dès que le mouvement ouvrier a pris les rênes, le contrôle et la direction du mouvement, le tumulte s'est éteint.

Ce fait a mis en évidence, avec la plus grande intensité, l'origine superficielle, petite-bourgeoise, subjective de ces groupes.

Cette étape est actuellement remise en ordre. La crise de croissance, la régénérescence partielle des Partis communistes met de l'ordre dans le Parti lui-même. Notre intervention pèse à l'intérieur de ces mouvements (comme **Rouge**, **Lutte Ouvrière**) bien que de manière très limitée. Nous pesons et nous orientons. Le processus en ascension dans les Partis communistes se poursuit, même si c'est de manière limitée. Les changements intérieurs s'y poursuivent. La politique syndicale, sans être encore ce qu'elle devrait être, se rapproche de plus en plus de la politique nécessaire. Tous ces changements limitent la capacité d'action de ces groupes et leur pouvoir d'attraction auprès de la petite-bourgeoisie. Tous, au contraire, sont de plus en plus gagnés par le mouvement syndical, par le Parti communiste, par le Parti socialiste. C'est la raison pour laquelle ils parlent maintenant de ne pas se présenter aux élections. Ils signent eux-mêmes leur certificat de décès, pour que personne ne se doute du fait qu'ils vont mourir. Aucun de ces groupes n'a le moindre avenir.

Nous appelons tous ces groupes à intervenir, à apprendre, à comprendre que les changements dans le Parti communiste sont des changements réels, qui viennent du fait que la direction, sans devenir pour autant révolutionnaire, est obligée de progresser en se défendant elle-même, en appliquant une politique plus proche des nécessités de classe. Cela ouvre la voie pour pouvoir y intervenir et y exercer un poids, de l'extérieur comme de l'intérieur.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

N° 590 du 13 au 20 décembre 1972

I.O. **consacre un article à sa position face aux prochaines élections. Mettant elle-même sur le même plan le fait de voter pour le PCF, le PS ou pour les autres organisations révolutionnaires, l'OCI reproche ensuite à la Ligue Communiste de... faire voter pour l'Union de la Gauche au second tour !**

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous voudrions présenter quelques observations préalables. Nous n'avons pas estimé devoir utiliser ces matériaux jusqu'à ce jour pour une raison bien simple. Il suffit de lire les documents intérieurs pour être stupéfaits de la place qu'occupe le « lambertisme » dans la Ligue. Nous en avons conclu qu'une intervention prématurée de notre part n'aurait pas permis l'approfondissement de la discussion entre les multiples courants et tendances s'opposant durement entre eux. Il nous a donc semblé plus utile de laisser se développer une discussion dont il ne fallait pas être grand clerc pour comprendre qu'elle se dirigerait, à un moment ou à un autre, vers une plus grande clarté. La patience est une qualité des révolutionnaires prolétariens.

C'est également parce que nous sommes armés d'une grande patience, que nous avons attendu avant de démentir les « observateurs » intéressés, curieusement informés qui, du **Monde** au **Nouvel Observateur**, faisaient état d'un accord électoral entre l'OCI, **Lutte Ouvrière** et la Ligue. Certes, des discussions entre les représentants de ces organisations ont eu lieu.

La Ligue et **Lutte Ouvrière** sont caractérisées par l'OCI comme des formations à vocation centriste petite-bourgeoise. Ce sont des organisations ouvrières, dans le sens le plus large, au même titre que le PCF et le PS dirigés par des appareils bourgeois. C'est pourquoi non seulement des discussions sont possibles lorsqu'elles sont nécessaires, mais l'OCI, par exemple, étend à la Ligue et à **Lutte Ouvrière** la consigne électorale qu'elle formule à l'adresse du PCF et du PS. Vote au premier tour selon le choix politique pour les candidats du PCF, du PS, de la Ligue et de **Lutte Ouvrière**, à l'exclusion des radicaux bourgeois « de gauche » ou du PSU, organisation petite-bourgeoise plus ou moins inféodée à la hiérarchie ecclésiastique. En toute circonstance, les trotskystes que nous sommes, partent du critère de classe pour prendre position. (...)

Les discussions qui se sont déroulées entre l'OCI, la Ligue et **Lutte Ouvrière** selon les observateurs à la Gilles Martinet, faisaient état de 100, 120 candidats pour chacune de ces organisations !

L'OCI, messieurs les informateurs, présente 19 candidats. Les trotskystes que nous sommes bannissent le bluff. L'OCI ne croit pas que c'est avec les « mass media » ou « les moyens de communication de masse » que l'on construira le parti révolutionnaire de la IV^e^ Internationale en France. Messieurs, mesdames les journalistes en savent quelque chose. (...)

La boucle est fermée. Explicitement, la Ligue appellera à voter pour **« l'union de la gauche PS-PC-Radicaux de gauche »**. Le **« sauf exception »** est placé là pour camoufler le maquignonnage dans le plus pur style radical socialiste.

On comprend qu'il ne saurait être question pour l'OCI de réaliser un accord « électoral » avec la Ligue qui nous aurait ainsi conduit à l'Union de la Gauche

Krivine à " Armes Égales "

rouge
hebdomadaire de la ligue communiste

N° 184 du 16 décembre

« En plein dans le mille » titre Rouge **à la suite de l'émission «** A Armes Egales **» d'Alain Krivine.**

Le fiasco fut total pour les Arthur Conte, Jacqueline Baudrier et consorts : du début jusqu'à la fin, pas une minute d'« anticommunisme », par un signe qui puisse être interprété comme tel. Pourtant, c'était là le projet essentiel : à deux mois des législatives faire jouer la peur et faire diversion, utiliser notre présence comme repoussoir.

Au lieu de tomber dans ce piège grossier, nous avons choisi de nous servir de la tribune pour faire l'a.b.c. du travail de tout révolutionnaire : la dénonciation la plus systématique de la société et de l'exploitation capitaliste. Sur ce terrain là, nous pouvions apparaître plus efficaces, plus directs, plus précis que tous les réformistes qui nous avaient précédés dans le cadre de l'émission. Car tous ceux qui s'empêtrent de légalité, qui entendent respecter la règle du jeu, qui veulent aménager ce qu'ils critiquent, se privent de porter le fer là où il le faut. **Nous avons pu le faire sur l'information, sur la police, sur la justice, sur le parlement, sur les élections, sur l'Etat, sur la violence de l'exploitation.** (...)

La rage de la presse, les commentaires suscités à posteriori par Marcellin, les « tours de passe-passe »... de l'Humanité, rien de tout cela n'enlèvera plus du souvenir de plusieurs millions de téléspectateurs, l'image de ce que sont les révolutionnaires, image toute différente de celle des « casseurs » qui avait été fabriquée. Nous avions organisé des centaines et des centaines d'écoutes collectives, utilisant ainsi de façon militante, pédagogique, la rare occasion qui nous était donnée de nous exprimer. (...)

Nous remercions tous ceux qui nous ont aidés : les concours venus de partout prouvent que le travail de construction d'un parti révolutionnaire peut progresser à pas de géant en rassemblant dans une lutte commune tous ceux qui, en lutte contre une société d'oppression, ne voient d'autres espoirs que la révolution socialiste.

Le congrès du P. S. U.

tribune PSU socialiste

N° 558 du 13 décembre

Tribune Socialiste **titre** « Contrôler aujourd'hui pour décider demain **», et commente son récent congrès dans un article intitulé :** « Un PSU sans complexe **», où Gérard Féran se réjouit que le PSU ait enfin « un squelette », en l'occurence son nouveau Manifeste, qui ouvre à ses yeux une nouvelle époque pour le PSU, permise surtout par le fait qu'«** il n'a pas cédé aux pressions du gauchisme ».

Voici donc adopté à une très large majorité par le 8^e^ Congrès du PSU un Manifeste qui servira de support à notre action et à notre orientation pour les deux années à venir. Avec ce Manifeste, ne craignons pas de le dire, le PSU vient de rentrer dans une période nouvelle de son histoire. D'abord parce que ce texte adopté représente l'un des apports les plus riches produits jusqu'ici par ce Parti. Loin d'être exclusivement un texte théorique sur la société de transition au socialisme, il présente au contraire une liaison entre trois éléments également importants. Une stratégie : la construction d'une force socialiste autogestionnaire et la réalisation de l'unité populaire. Un projet : le socialisme autogestionnaire. Un axe central qui articule nos combats d'aujourd'hui avec ce projet : le contrôle des travailleurs et le contrôle populaire, résumé dans ce mot d'ordre qui sert de titre au Manifeste : « Contrôler aujourd'hui, pour décider demain ».

Ce manifeste, enfin, a, pour nous, PSU, une signification historique précise. Pour la première fois, en effet, nous nous définissons d'abord par rapport à nous-mêmes, et non par notre négation d'autres forces. Ce Parti a connu jusqu'ici deux grandes étapes de sa courte histoire, toutes deux caractérisées par cette difficulté à s'affirmer par lui-même. D'abord, né du double refus d'une SFIO totalement compromise avec la bourgeoisie sur le plan intérieur comme dans la guerre d'Algérie, et d'un Parti communiste autoritaire et de moins en moins combatif, il n'a pu trouver son unité que par la négation des erreurs des autres. Mai 1968, ensuite, a trouvé le PSU encore trop faible pour être capable de jouer pleinement son rôle. Renouvelant profondément ses adhérents et ses bases sociales, il s'est trouvé pourtant impuissant à offrir réellement à ses militants une stratégie et un projet politique. Dès lors, toutes les conditions étaient réunies pour que le PSU cède aux pressions d'un gauchisme qui croyait trouver dans le retour à des schémas théoriques figés, qu'ils soient maoïstes ou léninistes, les recettes du combat politique pour aujourd'hui. Dans cette oscillation permanente provoquée notamment par tous ceux qui n'avaient d'autre projet que de raccrocher le PSU à l'un ou l'autre des pôles du gauchisme, nous avons, il est vrai, failli disparaître. Le Congrès de Toulouse, le Manifeste adopté viennent non seulement de mettre fin à cette période, mais aussi, en donnant au PSU une colonne vertébrale, de lui donner la force nécessaire pour exister sans complexe au côté des autres organisations du mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas, bien sûr, de nous cacher à nous-mêmes notre extrême faiblesse organisationnelle. Mais un corps a besoin d'un squelette pour se développer.

Nous l'avons désormais, et c'est déjà un pas en avant capital.

Belfort : échos de l'affaire Nicole Mercier

Belfort :

" Citadelle de la liberté " ?

L'AFFAIRE Mercier a eu au moins le mérite de permettre aux gens de parler un peu plus librement que d'habitude des sujets réputés « tabous ».

Pour s'en convaincre, il faut savoir qu'avant l'inculpation le tract de Carpentier (où d'ailleurs on ne trouve rien de plus que sur un quelconque dictionnaire médical) était plus que recherché à l'usine Alsthom par exemple. Des dizaines de photocopies circulent dans l'usine en plus de sa reproduction due à la Cause du Peuple.

Dans tous les villages du Territoire, dans les bistrots surtout, on en discute ferme ! C'est déjà le premier mérite des magistrats que d'avoir permis cela !

Cette affaire, du fait de l'intrusion grossière de la justice dans les problèmes de l'Education Nationale a aussi permis à un certain nombre de gens de prendre position... du moins au début !

— M. Huot-Marchand, par exemple, adjoint au Maire UDR de Belfort, qui « soutient N. Mercier ».

— M. Tisserand, député UDR, idem.

On peut se demander pourquoi ces gens se sont soudain promus défenseurs « acharnés » de la liberté d'expression, eux qui couvrent les choses que l'on sait à Belfort et ailleurs !

Certains prétendent que les échéances électorales y seraient pour beaucoup ! Ah ! la calomnie !

On a vu aussi se dresser des « syndicalistes » de choc, Swob par exemple, proviseur du lycée technique et accessoirement affilié à la F.E.N., qui a fait son cinéma devant plusieurs centaines de personnes réunies à la Maison du Peuple. Ce que Swob n'a pas dit, c'est que, quelques jours avant, il a envoyé une lettre d'avertissement à un élève qui avait osé afficher Lutte Ouvrière au lycée et qu'il l'a convoqué pour le menacer d'expulsion s'il continuait à s'occuper du mouvement de grève au lycée technique. D'ailleurs, Swob est sorti de la salle sous les huées !

Enfin, les juges de Belfort ne savent plus où donner de la tête !

Voilà que l'association des professeurs de philo de Besançon demande que l'on inculpe tous ses adhérents !

Voilà que les aumôniers des lycées de Belfort lisent le tract devant les potaches et demandent en conséquence à être inculpés.

Voilà que, pour une affaire similaire de « diffusion de fausses nouvelles » (cf. L.O. n° 225), Rocard, Krivine, Berg et Rodinson demandent à être inculpés ! Oui ! Belfort est bien la « citadelle de la liberté » !

En effet, tous les habitants ne sont pas encore inculpés !

Attention M. le procureur Stamm, il y en a qui passent à travers les mailles !

Manifestation devant le tribunal de Belfort (Ph. A.P.L.)

UN GRAND PARTI SE " PRONONCE "

EN grand parti, le Parti Communiste Français, vient de prendre position sur l'affaire Mercier. Cette position a le mérite d'exister, ce qui n'est pas le cas du Parti Socialiste, par exemple, qui manœuvre en coulisses, mais ne se « mouille » pas.

La position du P.C.F. est simple : tout ça, c'est une provocation du pouvoir afin de favoriser l'activité gauchiste avant les élections. En conséquence, le parti « se prononce » (sic) pour la levée de l'inculpation de N. Mercier... mais refuse de s'engager « dans des actions spontanées et aventuristes ».

Merci pour les 3.000 « provocateurs aventuristes » qui ont défilé samedi. Il n'y a jamais eu autant de « minoritaires » dans les rues de Belfort depuis mai 1968.

Nous sommes fiers d'être parmi ceux-là et des militants du PCF y avaient leur place ! Une fois de plus, nous disons que lever la tête, dénoncer les abus du pouvoir, se battre pour avoir le droit de dire ce que l'on pense, cela regarde tout le monde, c'est le devoir de tout le monde et, en particulier, du PCF. Nous regrettons donc l'attitude sectaire des dirigeants de ce parti qui, pour reprendre une expression qui leur est chère, « ont fait le jeu objectif du pouvoir », en privant les gens qui veulent protester de leur soutien.

La jugulaire et la robe

COMME chacun sait, Nicole Mercier a été inculpée « d'outrages aux bonnes mœurs » pour avoir laissé lire pendant un cours de philo le tract de Carpentier (qui a été suivi de quelques commentaires). Ça c'est la version officielle. Mais, quelque temps avant, Mercier et son mari venaient d'être inculpés pour « dégradation de monuments aux morts » le 11 novembre. On les accuse, eux et quelques jeunes, d'avoir, entre autres, écrit sur le monument de Montbéliard : « armée = caca » !

Toujours est-il que, quelques jours après, un héros de la guerre d'Indochine porte plainte comme on sait contre Mercier, les chastes oreilles de Mlle Jeaujard ayant été choquées par le cours de philo de Mme Mercier. Ça faisait déjà longtemps d'ailleurs que Mlle Jeaujard était choquée. (Elle ne le sera plus maintenant, car elle poursuit sa scolarité à l'ombre des cornettes d'une école « libre »)

En bref, l'intervention de ce lieutenant-colonel a été décisive pour mettre en branle la magistrature.

De là à penser qu'il s'agit des deux côtés d'une même affaire et qu'il ne s'agit pas de coïncidences...

LES GAIETÉS DE L'INSTRUCTION

Vendredi 15 décembre, N. Mercier a déposé devant le juge Pineau, le procureur Stamm, le prostitut Rognon... Pendant 2 heures 40 minutes, elle a répondu un quart d'heure sur l'affaire et a dû faire, en quelque sorte, 2 heures de cours de philo, devant défendre devant ces messieurs sa pédagogie et le contenu de ses cours.

Question :

— Dans vos cours de philo, vous parlez de sexualité ; quels termes employez-vous ?

Nicole :

— J'appelle un sexe un sexe !

Le magistrat :

— Greffier, notez, elle appelle un chat un chat.

Publicité oblige

LES journaux, dans cette affaire-là, ont joué un rôle important. Comme dit un professeur du lycée de garçons : **« Ça fait toujours autant de piqué sur la « presse à scandales ». L'Est Républicain** organise, par exemple, un concours de la « lettre primée » dans la rubrique quotidienne « la question du jour » ; cette question du jour était évidemment à partir du 9 décembre : « Le sexe au lycée » (sic) ; le prix est offert par la « S.A. Benjamin » de Belfort qui offre, entre autres, des électrophones.

Voici une lettre parue le 13 décembre (dernier jour de la rubrique) :

« Monsieur le lieutenant-colonel (il s'agit de Jeaujard) **fait son devoir de soldat en apprenant à nos enfants à tuer à la baïonnette et au poignard. C'est tout de même plus traumatisant que de parler d'amour (même avec un petit a) ».**

M.E.B., La Mèchelle, Belfort. »

D'après vous, cette lettre a-t-elle été primée ? Ceux qui trouvent la réponse peuvent écrire à la maison « Benjamin » qui leur enverra peut-être un électrophone ; ils pourront écouter « Tiens t'auras du boudin » ou « mon légionnaire » !

urs élèves de Mme MERCIER
ntendues hier par le juge

Affaire Mercier :
Un communiqué du CAM

LE CALENDRIER des Sociétés
UNC - AFN

SEX SHOP
CLAUDE BERRI :
On est tous des cochons !
REMO FORLANI (RTL)
Interdit aux moins de 18 ans, vivement conseillé aux autres !
LE PUBLIC :
On se marre !!!

De l'affaire Mercier, à **Sex-Shop,** en passant par un savoureux communiqué du CAM : quand l'**Est-Républicain** aborde les problèmes de la sexualité !

Meeting Carpentier à Belfort :

Libération sexuelle ?

LUNDI 17, un meeting avec Nicole Mercier et le docteur Carpentier réunit 800 personnes, de tous les âges et de tous les milieux sociaux.

Le docteur Carpentier explique que son tract n'était pas un canular, mais une « provocation » dans le bon sens du mot : il devait provoquer la discussion entre les lycéens, les libérer de cette peur qu'ont les gens de leur propre corps et de leurs problèmes sexuels. Ce faisant, il s'était attiré les foudres de tous les défenseurs de l'ordre moral. Au cours du débat, des belfortains (et même un pittoresque paysan venu des environs) font part des difficultés que leur causent leur éducation puritaine, des malentendus avec les jeunes, etc.

Dans une intervention, un camarade de Lutte Ouvrière *aborda le problème de fond, c'est-à-dire les origines sociales de cette morale oppressive, de la famille et du mariage, et relia la détérioration des rapports humains sur le plan sexuel à celle qui résulte de l'oppression capitaliste.*

Cela dit, malgré les illusions d'une libération sexuelle qui ne serait pas d'abord sociale, le petit vent de mai 1968 qui souffle sur Belfort ces temps-ci, est bien sympathique.

A la Caisse d'Allocations Familiales (rue Viala - Paris XV^e)

La C.F.D.T. exclut cinq syndiqués pour leurs opinions politiques

CINQ syndiqués de la section CFDT de la Caisse d'Allocations Familiales viennent d'être exclus par le syndicat parisien. Le motif avoué de cette mesure est que ces camarades se réclament de Lutte Ouvrière.

Leurs idées politiques n'étaient depuis longtemps un mystère pour personne, pas plus à la CFDT qu'ailleurs. Mais, au cours d'un récent mouvement de grève du rendement qui avait duré quatre semaines dans l'entreprise, la section CFDT de la CAF avait eu maille à partir avec l'appareil du syndicat parisien (qui regroupe les différentes sections CFDT des organismes de Sécurité sociale). La section CFDT avait en effet soutenu sans réserve le mouvement déclenché sur l'initiative des employés, ainsi que l'institution de délégués de bureaux, désignés par les employés eux-mêmes pour coordonner la lutte.

Les permanents du syndicat parisien, voyant d'un mauvais œil et le mouvement lui-même et la position de soutien défendue par la section CFDT, étaient intervenus de leur propre chef directement auprès des employés pour les appeler à reprendre le travail (voir L.O. n° 218, 220 et 221). La majorité de la section CFDT s'éleva contre de telles pratiques, et un Conseil syndical élargi fut convoqué pour discuter des problèmes qui venaient d'être soulevés. La secrétaire de la section, sur l'instigation du permanent du syndicat parisien, présenta un rapport sur le déroulement du mouvement et l'attitude de la section dans lequel les camarades de Lutte Ouvrière étaient mis directement en cause et rendus responsables des « désaccords » surgis à la CFDT. Il se trouva que la majorité des syndiqués présents à cette réunion rejetèrent une telle interprétation des faits et refusèrent de renier la position qu'ils avaient défendue lors du mouvement. A la suite de quoi, la secrétaire de la section donna sa démission. N'ayant donc pu imposer leur point de vue à la section, les permanents du syndicat parisien convoquèrent donc une assemblée générale des syndiqués, non à la Caisse comme cela se fait d'habitude, mais au siège de la CFDT, square Montholon. L'ordre du jour devait comporter la réélection du nouveau Conseil, comme chaque année, et une discussion sur les problèmes internes du syndicat. L'assemblée se tient à partir de 14 heures en mandat syndical.

Là, on apprend avec quelque surprise que l'ordre du jour a été modifié et que l'on va procéder à l'exclusion des membres de Lutte Ouvrière du syndicat. Les permanents ayant fait venir à cette assemblée de nombreux syndiqués faisant partie du personnel extérieur de la Caisse (contrôleurs, aides familiales, etc.) qui n'étaient au courant ni du mouvement qui s'était déroulé dans les bureaux, ni des fameux « problèmes internes », il leur fut aisé, au cours d'un vote à bulletins secrets, d'obtenir une majorité pour l'exclusion des cinq camarades, dont trois venaient quelques jours plus tôt d'être élus délégués du personnel sur la liste CFDT.

En s'inspirant des plus pures méthodes staliniennes, la « démocratique » CFDT a donc voulu lancer un avertissement à ceux de ses syndiqués qui se laisseraient trop aller à soutenir des mouvements « inconsidérés » des travailleurs et qui oseraient, comble d'audace, ne pas être d'accord avec les représentants de l'appareil sur les luttes à mener.

Mais il y a pire. Car la CFDT entend également interdire ni plus ni moins qu'on se réclame en son sein de certaines idées politiques. Pas des idées réformistes, parfois réactionnaires, qu'affichent ouvertement certains de ses adhérents, y compris parmi les responsables fédéraux ou confédéraux, mais des idées socialistes révolutionnaires.

La CFDT n'en est certes pas à son coup d'essai puisque semblables mesures ont déjà été prises par elle contre des militants révolutionnaires, notamment à Peugeot et à Baroclem. Ces exclusions n'en ont pas moins soulevé l'indignation de nombreux syndiqués CFDT et d'employés de la Caisse d'Allocations Familiales. Une motion de protestation réclamant l'annulation des exclusions, qui a commencé à circuler a d'ailleurs déjà recueilli 300 signatures.

Quant aux camarades exclus, ils n'entendent pas en rester là. Ils ont envoyé une lettre ouverte à Edmond Maire le sommant de s'expliquer sur cette affaire et déclarant qu'ils ne reconnaissaient pas la mesure prise à leur égard.

Correspondant L.O.

Une manifestation des employés de la Caisse d'Allocations Familiales. (Ph. L.O.)

SAVIEM (Limoges)

Les directions syndicales sans réaction face à la répression patronale

LE 13 novembre, quatre travailleurs, dont trois délégués du personnel, ont reçu une lettre d'avertissement sous prétexte d'insuffisance de production.

Leurs camarades débrayèrent le lendemain et une délégation alla voir le chef d'atelier pour faire supprimer les sanctions. Mais au lieu de cela, ce dernier lança des injures racistes à un quatrième délégué, qui est Noir. Et comme celui-ci ne se laissait pas faire, le chef lui donna un avertissement qui devait se transformer en un jour de mise à pied... pour « propos diffamatoire envers le chef d'atelier » (!)

Suite à cela, plusieurs bâtiments (H, GH, F3) devaient débrayer sucessivement, cela n'étant pas le fait d'un mot d'ordre des directions syndicales mais à l'initiative de délégués CGT combatifs. Même si, dans les autres bâtiments, aucun mouvement n'était entrepris sur-le-champ, la colère était grande et on attendait des directives des directions syndicales, mais en vain.

La CGT ne se contenta pas de ne rien faire : le 23 novembre, dans un tract intitulé : **« Halte aux provocations ! »,** elle déplorait les mauvaises relations entre la maîtrise et les travailleurs et engageait ces derniers **« à ne pas tomber dans le piège que la direction leur a tendu ».** Car, pour elle, les sanctions sont une provocation du gouvernement pour **« lancer les travailleurs dans des actions engendrant le cycle violence-répression... et faire peur à la majorité silencieuse. »**

L'impression générale était que les syndicats se moquaient de nous : ils nous appelaient à débrayer le 27 novembre contre les sanctions prises à Berliet, alors qu'ici c'est tout juste s'ils ne critiquaient pas les travailleurs qui avaient débrayé contre nos propres sanctions.

Et si nous fûmes tout de même 200 (sur 2 000) à débrayer le lundi 27, c'est que la solidarité avec les travailleurs de chez Berliet était plus importante que la « logique » de nos directions syndicales.

En tout cas, le délégué n'a pas l'intention d'en rester là et l'on parle d'attaquer la direction SAVIEM devant les prud'hommes. Pour cela, il est soutenu par la quasi-totalité de ses camarades de travail du C.

Affaire à suivre...

Correspondant L.O.

Chantiers métalliques de Provence (Dunkerque)

Ça ne va pas

JEUDI 14 décembre, nous avons débrayé 4 heures à plus de 90 % (et ce aussi bien à Dunkerque qu'à Arles et Sedan) pour 10 % d'augmentation de salaire, une égalisation de la prime de fin d'année entre toutes les usines et une réduction d'horaire d'une demi-heure, plus quelques avantages syndicaux. Pratiquement, refus sur toute la ligne.

Le lendemain, le PDG faisait une visite à Dunkerque. Nous l'avons accueilli comme il se doit, par une grève spontanée, malgré la CGT qui aurait préféré discuter avant, une nouvelle fois.

Nous avons obtenu 4,25 % pour janvier, ce qui a été présenté comme une victoire par le syndicat alors que nous les aurions eus de toute façon dans les premiers mois de l'année. Et la reprise a été décidée.

Pourtant, nous étions nombreux à vouloir continuer le mouvement et étendre nos revendications à de nombreux autres problèmes qui deviennent cruciaux.

Ainsi, depuis le début de l'année, ce sont 55 accidents du travail qui se sont produits pour un peu plus de 200 ouvriers des CMP, sans compter ceux qui ont atteint des ouvriers loués par l'entreprise.

Cette semaine un soudeur d'une entreprise extérieure est tombé de 12 mètres. Il grossira le nombre d'ouvriers handicapés du travail qui croupissent avec leurs maigres ressources.

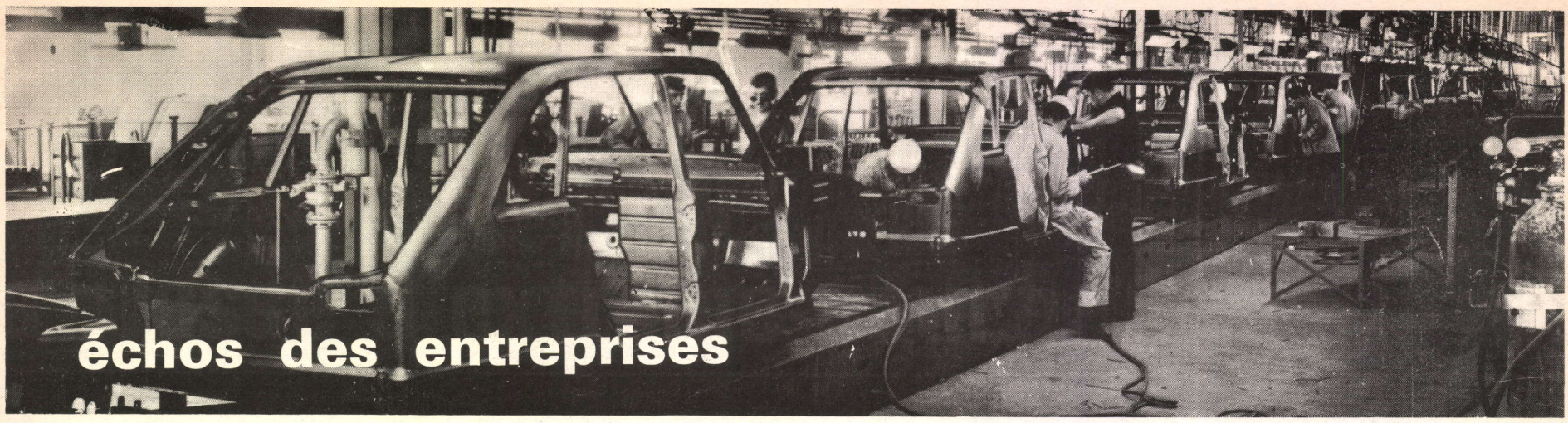
Il ne portait pas de ceinture de sécurité et c'est la direction qui est directement responsable car, vu les cadences qu'elle impose, si l'ouvrier ne veut pas être jeté à la rue, il ne peut pratiquement pas utiliser cette ceinture.

Ce n'est pas tout : il y a aussi les petits chefs aboyeurs que l'on aimerait voir plus forts au travail que forts en gueule. Il y a les cadences infernales, surtout sur les bateaux, contre lesquelles il est temps de lutter.

Notre combativité est loin d'être épuisée — les différentes grèves, dont plusieurs par surprise, l'ont montré — et, surtout, nos conditions de vie continuent d'empirer.

Mais cela ne peut pas durer longtemps et le patron risque de l'apprendre d'ici peu.

Correspondant L. O.



échos des entreprises

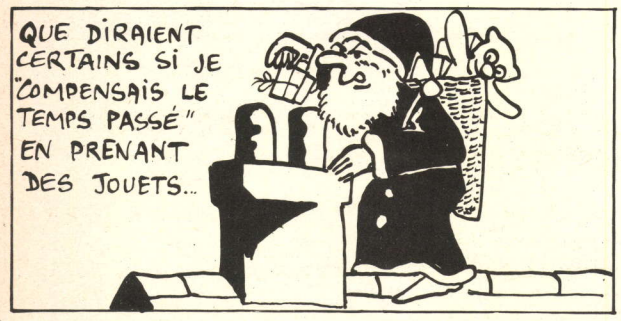
charité bien ordonnée...

● *BRONZAVIA (Courbevoie)*

...Commence par soi-même. Certains délégués qui se chargent de constituer les colis de Noël du C.E. n'oublient pas tous les ans de se servir, en s'attribuant un deuxième colis, en « compensation » du temps passé, paraît-il (alors qu'ils le font sur leurs heures !).

Cela révèle toute une mentalité... Pas différente de celle des profiteurs de tout poil et des patrons. Quoi d'étonnant d'ailleurs quand on accepte de distribuer la charité patronale ?

Car, en distribuant jouets et colis de Noël, le C.E. joue



le rôle que veut bien lui permettre le patron, celui de dame des bonnes œuvres. Autrefois, c'était « ces dames » (la femme et les filles du patron) qui distribuaient leur aumône aux travailleurs de la fabrique. Aujourd'hui, ce sont les syndicats qui font ce boulot, un travail de collaboration de classes qui n'est pas étonnant de la part de la CFT, mais qu'aucun syndicaliste digne de ce nom ne peut accepter.

le patron ne fait pas de différence

● *NADELLA (Vierzon)*

Un contremaître de l'atelier des Presses a été licencié au 1er décembre.

Le patron, qui était passé dans l'usine avec un visiteur, avait remarqué des pièces mauvaises. Il en fit part au contremaître. Mais ce dernier n'aurait pas accepté les remarques du patron. Et c'est à la suite d'un échange de mots que le patron l'aurait licencié.

Le patron, qui ne fait pas de différence, licencie du jour au lendemain qui bon lui semble. Que l'on soit chef, ouvrier ou cadre, le patron jette à la rue ceux dont les services ne lui sont plus utiles.

Certains chefs feraient bien de s'en souvenir.

43 heures, c'est déjà beaucoup !

● *KELTON (Besançon)*

C'est une habitude, chez Kelton, de nous demander de retrousser nos manches quand il y a « une urgence » dans la production. La direction a sollicité, il y a quinze jours, les bons offices des techniciens. A son appel, un certain nombre d'entre eux ont ainsi effectué, paraît-il, jusqu'à 85 heures dans la semaine. Les travailleurs n'ont pourtant aucun intérêt à se sentir concernés par la mauvaise organisation de la production, même s'ils ont des blouses blanches.

Les patrons nous pousseront toujours à faire des heures supplémentaires si la production l'exige ; mais que celle-ci baisse et ils sont prêts également à nous jeter au chômage, du jour au lendemain.

Tout cela afin de garantir leurs profits, ce qui est leur seule et unique préoccupation.

à qui profite le progrès ?

● *CENTRE HOSPITALIER DE BOURGES*

Une émission publicitaire de télévision montre régulièrement certains équipements ultra-modernes d'hôpitaux parisiens.

Pourquoi diable ne nous montre-t-on jamais le Centre hospitalier de Bourges !

On pourrait voir, tous les matins, aux cuisines de l'hôpital général, le personnel obligé de faire chauffer l'eau pour pouvoir récurer les gamelles, corvée supplémentaire dont chacun se passerait aisément. Il en est de même à la Pouponnière : nos camarades doivent faire chauffer de l'eau, pour pouvoir laver les enfants, nettoyer les biberons et la vaisselle ! ! Quelle belle publicité cela ferait ! Mais, en attendant, une question se pose : l'administration penserait-elle que faire le nécessaire pour fournir de l'eau chaude à volonté et en permanence dans ces services serait une dépense superflue ?

A quand la réponse ?

L'arbitraire dans les salaires et la promotion

un Noël hiérarchisé

● *RNUR-BILLANCOURT*

Le paiement de l'allocation de fin d'année a mis en évidence la hiérarchie des salaires telle qu'elle existe à la Régie. En effet, un OS à 145 et ayant 20 ans d'ancienneté touche 460 F tandis qu'un coefficient à 800 touche 2 542 F.

Pour celui qui peine et qui est en bas de l'échelle, il n'y a que des miettes ; pour celui qui quelquefois se fait l'agent de la répression, il y a la grosse part du gâteau.

Nous ne voulons plus être payés avec des allocations et des primes. Nous voulons un salaire correct et garanti et, en premier lieu, une augmentation uniforme de 300 F qui évitera d'aggraver davantage l'injustice qui existe dans les salaires.

examen bidon

● *SNCF-LANDY*

Un certain nombre d'ouvriers et d'AMN de la Chapelle et du Landy ont passé des essais d'OK. Nous savons déjà qu'un bon nombre sont recalés à la suite des épreuves orales (une quarantaine pour l'examen d'OK au matériel remorqué — c'est-à-dire environ les deux tiers).

Les questions qu'on nous pose à l'oral sur les connaissances professionnelles ne sont pas en relation avec notre mode de travail, parfois même ce sont de véritables colles.

Les épreuves pratiques ne correspondent pas non plus au travail de tous les jours. On demande des pièces que

nous n'avons pas l'occasion de réaliser dans le travail de tous les jours.

Ainsi, la plupart de nos camarades qui font déjà le travail d'entretien du matériel remorqué avec une paye d'O2 se voient refuser une qualification qu'ils exercent actuellement.

Ce genre d'examen n'est qu'un mauvais prétexte pour refuser à nos camarades une qualification à laquelle ils ont droit.

notre salaire ne doit pas dépendre des aléas de la production ou de l'humeur des chefs

● *LEROY-SOMER (Angoulême)*
Usine du Gond Pontouvre

Avec la paye, nous avons donc reçu nos notes de fin d'année, notes sur lesquelles est basé le calcul de la prime d'intéressement.

Inutile de dire que la complexité de ces calculs est telle qu'aucun d'entre nous ne peut s'y retrouver. Inutile aussi de demander des justifications à nos chefs, s'il y a des erreurs, c'est la faute de la « machine ».

Cette prime est calculée sur « la qualité du travail », « l'observation et la compréhension des ordres », « l'observation des règlements », « la présence au travail », « la capacité de fournir des efforts inhabituels » !

Le but d'une telle prime est évident : nous faire travailler davantage pour les plus grands profits patronaux, obéir au doigt et à l'œil aux petits chefs. C'est comme à l'école : si on est bien sage, on a des bons points, une sucette !

Le but de cette prime est aussi d'encore mieux nous diviser : diviser les jeunes et les vieux et les monter les uns contre les autres. Sans doute le patron espère-t-il que chacun fera assaut de servilité auprès des chefs pour se faire mieux voir que le voisin.

Nous ne pouvons admettre ce système qui, non seulement nous humilie, mais encore fait dépendre notre salaire des aléas de la production ou de l'humeur des chefs. Il faut que cette prime disparaisse et que cet argent soit intégré au salaire.

actionnariat : de la poudre aux yeux

● *UNION-UAP (Paris)*

Le gouvernement, qui nous oppose actuellement son intransigeance pour les salaires, veut, à la veille des élections, nous montrer sa « sollicitude ».

Il institue l'actionnariat dans les banques et les compagnies d'assurances.

Nous aurons donc droit à quelques bouts de papier,

qui ne seront négociables qu'au bout de cinq ans. Ce n'est qu'une prime en plus des miettes et, quoi que puisse en dire E. Faure, rien ne sera changé pour nous, comme rien n'a changé pour les ouvriers de Renault depuis qu'eux aussi sont actionnaires.

Ce qu'il nous faut, c'est un salaire mensuel décent : actuellement, aucun salaire ne devrait être inférieur à 1 500 F.

à la tête du client

● *UNION-UAP (Paris)*

Comme chaque année, les nominations et biennales seront distribuées à la tête du client, c'est une tradition bien établie.

Quelques billets de 10 F ou un grade suffisent parfois à créer une ambiance assez désagréable dans les différents bureaux. Et le patron le sait bien : ce genre de procédé ne fait qu'accentuer la division des travailleurs.

En fait, ces quelques gratifications illusoires n'apportent que des miettes à notre salaire déjà maigre. C'est pourquoi il s'agit bien pour nous d'exiger un salaire décent, au moyen d'augmentations réelles telles que 200 F ou 300 F par mois, et de ne rien attendre des primes de fin d'année et de promotions aléatoires.

à bas le travail aux pièces !

● *ALSTHOM (Belfort)*

A l'UMM, le mot revalorisation des salaires prend un sens particulier.

Les stagiaires FPA nouvellement embauchés en ont fait la triste expérience. Dans ce chantier où subsiste l'ancestral travail aux pièces, les nouveaux arrivants voient diminuer leur taux de base au bout de quelques mois. Pour arriver au niveau de leur salaire précédent, il leur faut sortir leur nombre de pièces au taux 1, exploit réalisé jusqu'alors par les seuls anciens du chantier. Pour la plupart des nouveaux arrivés, ce système correspond à une perte effective de salaire.

Nous dénonçons le travail aux pièces, comme l'une des formes les plus éhontées de l'exploitation capitaliste.

Ce système anachronique doit être aboli dans les derniers secteurs de la boîte où il existe encore.

L'Abbaye (Papeteries de la Couronne)

LES FEMMES EN GRÈVE

L'ABBAYE, usine où plusieurs centaines de travailleurs produisent des articles de papeteries, vient de connaître deux jours chauds... Le jeudi 30 novembre, les femmes de l'atelier du haut arrêtent le travail en recevant leur bulletin de paye, aussitôt suivies de leurs camarades de l'atelier du bas. Le compte n'y était pas : il manquait plus de 20 F. D'autre part, le patron avait augmenté le salaire de base... en amputant d'autant la prime ! En fait, c'était l'étincelle qui mettait le feu aux poudres ; car, depuis longtemps, les ouvrières en avaient assez de travailler dans des conditions extrêmement pénibles (du fait notamment de la chaleur dégagée par les machines) pour des salaires n'atteignant pas 1.000 F toutes primes comprises.

La grève démarre ; les syndicats n'apprendront le mouvement que bien plus tard... Au changement de faction à 13 heures, le mouvement se poursuit. La direction rectifie son « erreur » et augmente les salaires de... 16 centimes. Non seulement les grévistes passent outre mais, de plus, revendiquent maintenant 1.000 F nets pour 40 heures. Refus de la direction.

Le vendredi matin, les femmes continuent le mouvement. Tout le monde est rassemblé dans les ateliers, discute, donne son avis. L'ambiance est excellente. L'usine n'est plus le bagne habituel. Le sous-directeur veut que nous sortions des ateliers mais tout le monde refuse ; il se garde d'insister...

Une nouvelle entrevue a lieu entre la direction d'une part et les syndicats accompagnés d'une dizaine d'entre nous d'autre part ; certaines disaient qu'il fallait monter voir ces messieurs toutes ensemble. Le directeur propose d'accorder les 1.000 F en janvier : nous refusons. Pendant la discussion, ce gavé a le culot de répondre à une ouvrière qui lui demande si, lui, il pourrait se payer du bifteck avec 890 F par mois : « Vous n'avez qu'à bouffer des patates ! »...

Puis, l'après-midi, après l'arrivée d'une « grosse légume » débarquée précipitamment de Paris, les patrons doivent céder les 1.000 F tout de suite, heureux de s'en tirer à si bon compte. Dans la foulée, la direction signe pour la prime de fin d'année. De plus, quand elle propose de récupérer les heures de grève ce samedi, elle se heurte à un refus général.

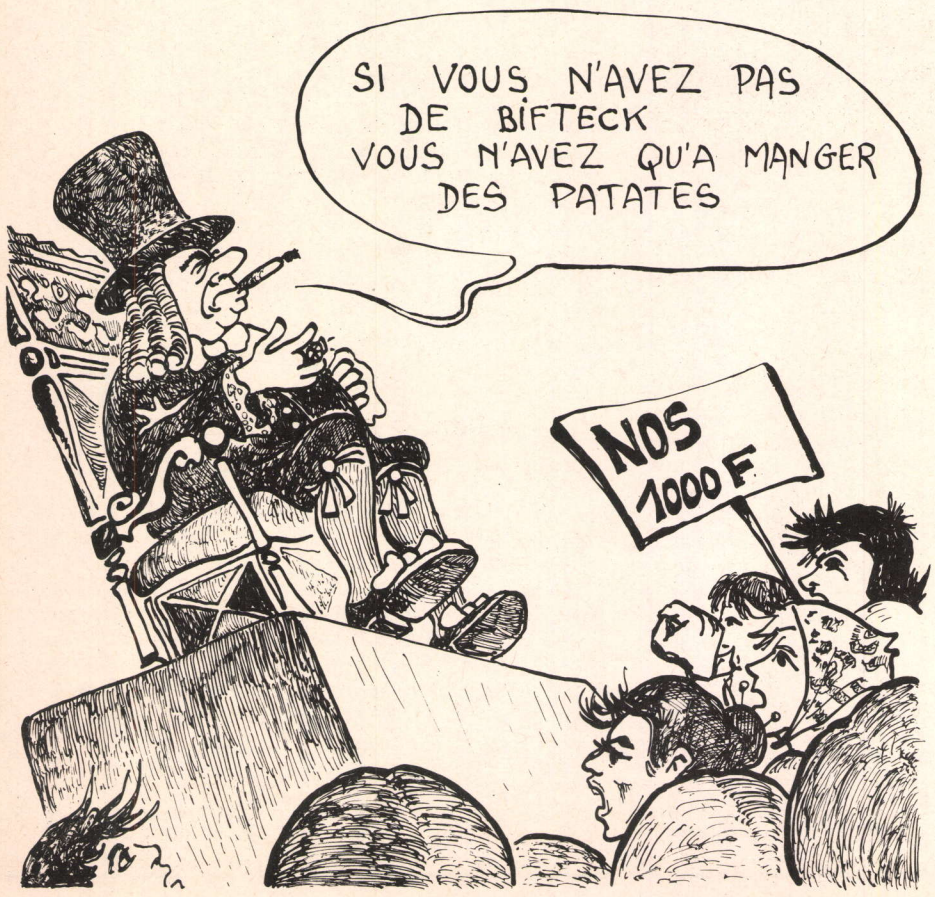
Sur quoi nous décidons de rentrer. Cette grève est très positive car au cours de cette lutte, déclenchée par nous-mêmes, sans demander l'avis de personne, nous avons pu prendre confiance en nous-mêmes et en nos possibilités d'action. Dans les ateliers, le climat a bien changé.

Pourtant avec quelques jours de recul, tout le monde sent que les résultats obtenus sont insuffisants Car, tout compte fait, 1.000 F nets ne représentent guère, pour la plupart d'entre nous, qu'un, deux ou trois billets de mille en plus. Et beaucoup d'entre nous pensent qu'en fait, c'est 1.000 F de salaire de base qu'il nous aurait fallu, c'est-à-dire 100 F d'augmentation uniforme.

Du reste, les syndicats n'ont jamais mis en avant autre chose que leur éternel salaire de 1.000 F qui, aujourd'hui, et de plus en plus, n'est qu'un salaire de misère. Et à ces syndicats qui passent leur temps à se plaindre que les travailleurs, les femmes en particulier « ne veulent rien faire » les femmes ont administré la preuve que, quand il s'agit d'une lutte déterminée, les travailleurs sont là et bien là. Ce que des mois de discutailleries avec le patron et les dizaines de grégrèves inefficaces n'ont pu faire aboutir, une lutte résolue peut l'imposer au patron.

Si nous nous sommes laissées avoir plus ou moins cette fois, beaucoup pensent qu'à la première occasion il faut remettre ça, non pour deux ou trois billets de mille mais pour 100 ou 200 F d'augmentation du salaire de base. Et ça ne serait pas du luxe !

Correspondant L. O.



Aux Compteurs-Schlumberger (Montrouge)

Débrayages

LORS du mouvement revendicatif du 14 décembre, les cinq organisations syndicales appelaient à un débrayage de deux heures et à une manifestation à travers Montrouge.

L'unité syndicale — assez peu fréquente aux Compteurs — fit qu'environ six cents d'entre nous se retrouvaient dans le hall, jeudi matin.

Là, les représentants des organisations ont pris la parole, puis le défilé s'est organisé, entraînant quatre à cinq cents camarades.

L'ambiance assez tonique, les slogans scandés (« Schlumberger peut et doit payer », *etc.), la sympathie des « trottoirs » : tout a contribué à faire de la manifestation un mouvement assez regonflant pour ceux qui y participaient.*

On peut d'autant plus déplorer que les travailleurs de la CSF-Montrouge ou de l'entreprise Messier, qui touchent quasiment l'usine, n'aient pas été contactés également pour s'associer à notre manifestation.

Au cours du défilé, on a pu noter la présence de quelques individus louches qui n'avaient pas été invités (si ce n'est, peut-être, par la direction) et qui nous ont escorté de bout en bout au volant d'une R8 banalisée et immatriculée à Paris.

Mis à part ces indésirables, un mouvement qui, malgré ses limites, a regonflé bien des camarades.

Correspondant L.O

Aux constructions de Clichy (Bobigny)

Grève

AUX constructions de Clichy, le patron avait jusqu'à présent une attitude paternaliste. Mais, le mercredi 10 novembre, la direction refusait catégoriquement de recevoir la délégation du personnel, refusant du même coup les revendications des travailleurs qui étaient :

— 13 % d'augmentation pour tous ;

— diminution de l'horaire ;

— cinq semaines de congés payés en hiver.

Aussitôt ce fut un débrayage unanime.

Au bout de deux jours de grève, la direction déclarait qu'elle discuterait à condition que le travail reprenne. Les ouvriers acceptèrent de reprendre le travail mercredi matin jusqu'à la fin de la réunion avec le patron

L'entrevue n'ayant rien donné, les ouvriers reprennent la grève qui fut reconduite pendant une semaine, les travailleurs jugeant chaque fois insuffisantes les miettes que le patron accordait jour après jour.

Le 17 novembre, la direction accordait 1,50 % d'augmentation et une prime de 100 F à titre de rattrapage pour septembre.

Le lundi, le mouvement se poursuivait, mais le patron déclarait que les ouvriers pourraient bien faire grève jusqu'aux élections : il ne cèderait rien de plus.

Cette attitude influença beaucoup d'ouvriers et il y eut une majorité qui se déclara pour reprendre le travail le mardi 20.

La seule victoire de cette grève, c'est l'union qui s'est manifestée entre tous les travailleurs, une poignée seulement restant à l'écart du mouvement. Les ouvriers, qui sont en majorité des professionnels qualifiés, ont aussi décidé de refuser désormais de faire des heures supplémentaires. Car les travailleurs se rendent compte des limites du paternalisme patronal.

Ainsi, quand la direction fera la foire de la machine-outil et qu'elle aura besoin d'un « coup de collier » des ouvriers, il risque d'y avoir autant de retard dans la livraison que dans les salaires.

Correspondant L.O.

Société d'Exploitation des Alliages Légers (Paris XIe)

LA GREVE A PAYE

DEPUIS mai 1968, où une minorité avait fait grève une semaine, aucun mouvement revendicatif important n'était venu troubler l'ordre paternaliste qui régnait à la Société d'Exploitation des Alliages Légers, société d'études et de montage de façades et de menuiserie en aluminium (environ 600 salariés).

Ordre paternaliste dans les bureaux, car sur les chantiers il est plus « musclé » ; les salaires y sont d'ailleurs très bas (moins de 1.000 F par mois pour 40 heures parfois) et le travail s'y fait dans les pires conditions : sécurité très sommaire, parfois même non-respect des normes légales, pas de toilettes, etc.

Le mécontentement grandissait, surtout sur les chantiers, depuis que la direction y embauchait à des salaires supérieurs, pour la même catégorie, à ceux des compagnons ayant trois et quatre ans d'ancienneté. A l'initiative des deux syndicats CGT et CFDT, jusque-là inactifs, un long cahier de revendications fut élaboré :

— augmentation de 13 % (et non plus promotions individuelles de fin d'année distribuées, suivant le patron, pour sanctionner les « mérites individuels »...) ;

— 13e mois pour tous, et non plus aux seuls mensuels ;

— retour aux 40 heures en un an ;

— une Commission Hygiène et Sécurité élue par le personnel, etc.

Le 27 novembre, les délégués portent ces revendications à la direction. Elle répond non sur tous les points de quelque importance ! Les syndicats appellent alors le personnel à une assemblée sur le temps de travail pour le 30.

Bien que la direction, surprise et furieuse, convoque les délégués pour leur reprocher de « faire de l'agitation », son intimidation ne marche plus. Et, le 30, c'est à plusieurs centaines que nous nous retrouvons. Une délégation de 25 membres, constituée d'ouvriers, d'employés, syndiqués et non syndiqués, dont les délégués, redépose les revendications. Même refus et une promesse de réponse pour le 14 des « questions à l'étude ». Le personnel propose aussitôt la grève illimitée. Certains délégués s'y opposant, on vote finalement pour la grève jusqu'au lundi 4.

Cette grève se déroulera dans la bonne humeur, suivie par 50 % du siège et 90 % au moins des chantiers. Lundi 4, la direction propose à la délégation 8 % d'augmentation, en y défalquant les augmentations déjà survenues en 1972, ce qui ne laisse que 1 % aux chantiers ! En plus un quart de 13e mois, et « on prendra une certaine avance sur le calendrier national pour le retour aux 40 heures »... Propositions très mal accueillies par les grévistes : malgré l'opposition des mêmes quelques délégués CGT et CFDT qui parlent déjà de « victoire », l'assemblée reconduit la grève pour trois jours, jusqu'à la prochaine entrevue avec le patron.

Mercredi 6, face à la détermination des grévistes toujours aussi nombreux en assemblée générale, la direction fait de nouvelles propositions : 10 % pour le siège, 5 % pour les chantiers (ce qui avec l'augmentation de juin dernier fera 12 % pour l'année) et un demi treizième mois dès fin 1972.

Bien que le compte n'y soit pas encore et qu'une minorité (40 sur 300 environ) soit pour continuer, une bonne partie des grévistes sont satisfaits d'avoir obtenu autant en quelques jours, et la reprise du travail est votée.

La reprise se fera sans trop d'enthousiasme, car nous étions conscients que nous aurions peut-être pu obtenir plus en continuant, mais non point déçus par cette première grève. Au contraire, nous savons maintenant que c'est un moyen efficace de régler nos problèmes. Et nous avons bien l'intention d'en refaire usage si nécessaire. Et l'essentiel, c'est aussi que nous nous connaissons maintenant, employés du siège et ouvriers des chantiers, et que nous avons pu apprendre dans cette grève à nous organiser nous-mêmes, car la « délégation » était toujours constituée des éléments les plus combatifs, un par chantier ou service, et qu'elle a conduit elle-même la grève. C'est cela qui est l'acquis le plus important et qui nous a permis de faire céder le patron.

Correspondant L.O.

RHONE-PROGIL-Siège (Paris)

L'assiette vide fait la coupe pleine

(Ph. L.O.)

A Rhône-Progil siège, il y a plusieurs cantines gérées chacune par des sociétés. La subvention patronale variant de l'une à l'autre ainsi que la société gérante, la qualité de ces cantines est bien variable. Celle de la rue Monceau, gérée par la Société Hôtelière, était franchement mauvaise. En dépit des 4,46 F de subvention patronale et des 3,15 F payés par les employés, la « pitance » était maigre et de mauvaise qualité. Depuis plusieurs mois, les quatre cents employés des différents immeubles parisiens du siège qui y prenaient leur repas étaient fort mécontents. Et tout le monde en avait tellement « ras l'bol » que le mercredi 6 décembre, spontanément, des employés décidaient dans la matinée de boycotter la cantine et téléphonaient dans quelques services pour demander à des employés d'organiser le boycott pour le midi. Ce fut une réussite puisqu'une centaine de personnes se joignirent tout de suite au mouvement. Beaucoup de celles qui étaient venues manger néanmoins étaient là non par opposition bien au contraire, mais seulement parce qu'elles n'avaient point été prévenues ou parce qu'elles n'osaient pas en tant que cadres se joindre aux employés.

Le lendemain, le boycott se renouvelant, un représentant de la direction est venu déjeûner et, après avoir constaté l'insuffisance et la mauvaise qualité des repas, remit au gérant de la société une lettre annonçant la rupture du contrat avec un préavis de trois mois. Mais la rupture serait immédiate si, d'ici là, le personnel se montrait de nouveau mécontent. Les jours suivants, les repas étant devenus acceptables, le boycott cessa.

Les syndicats n'intervinrent pratiquement pas et rencontrèrent même l'hostilité de certains lorsqu'ils le firent. Il est vrai que, dans ces immeubles, ils se font surtout remarquer par leur absence en dehors de très rares tracts au moment des élections de délégués.

La direction, qui porte sa part de responsabilités dans la dégradation des repas (pour d'autres cantines, la subvention patronale est presque le double), a réussi, en intervenant rapidement, à atténuer le ressentiment des employés contre elle. Mais ceux-ci sont quand même conscients d'avoir remporté une victoire sur la direction. Rien dans ces immeubles ne s'était passé depuis de nombreuses années. Maintenant que beaucoup d'employés ont pris conscience qu'il leur était possible d'obtenir satisfaction en se mobilisant, cela risque de ne plus être pareil.

Correspondant L.O.

KLÉBER-COLOMBES (Hts-de-Seine)

La direction nous consulte

AU début du mois, lors de la réunion des délégués avec la direction, les discussions ont porté sur la réduction hebdomadaire de 30 minutes prévue pour le 1er janvier.

Les délégués et la direction n'arrivèrent pas à tomber d'accord pour savoir s'il valait mieux travailler huit samedis dans l'année jusqu'à midi, au lieu de douze (une semaine sur quatre) comme c'est le cas actuellement, ou travailler douze samedis jusqu'à 14 heures ou 14 h 30 selon les équipes, et avoir quatre ponts (1er mai, Toussaint, Noël, 1er janvier) de quatre jours (position défendue par la direction).

Le chef du personnel — avec l'accord des syndicats — décida alors d'organiser un « référendum » auprès des ouvriers.

Le 7 décembre, les contremaîtres sont donc passés dans les ateliers pour nous demander si nous étions d'accord pour les quatre ponts payés.

Devant la perspective de se reposer quatre jours de suite, beaucoup votèrent oui, mais certains n'ayant pas compris tout d'abord que, dans ce cas, il faudrait rester plus tard le samedi, se ravisèrent quand ils furent informés, et derrière les contremaîtres ce fut bientôt la course des ouvriers qui avaient d'abord voté oui et qui décidaient de dire non.

Seuls quelques syndiqués CGT ont proposé de boycotter cette consultation bidon. Un délégué CFDT déclara, quant à lui, qu'il trouvait ce vote très démocratique.

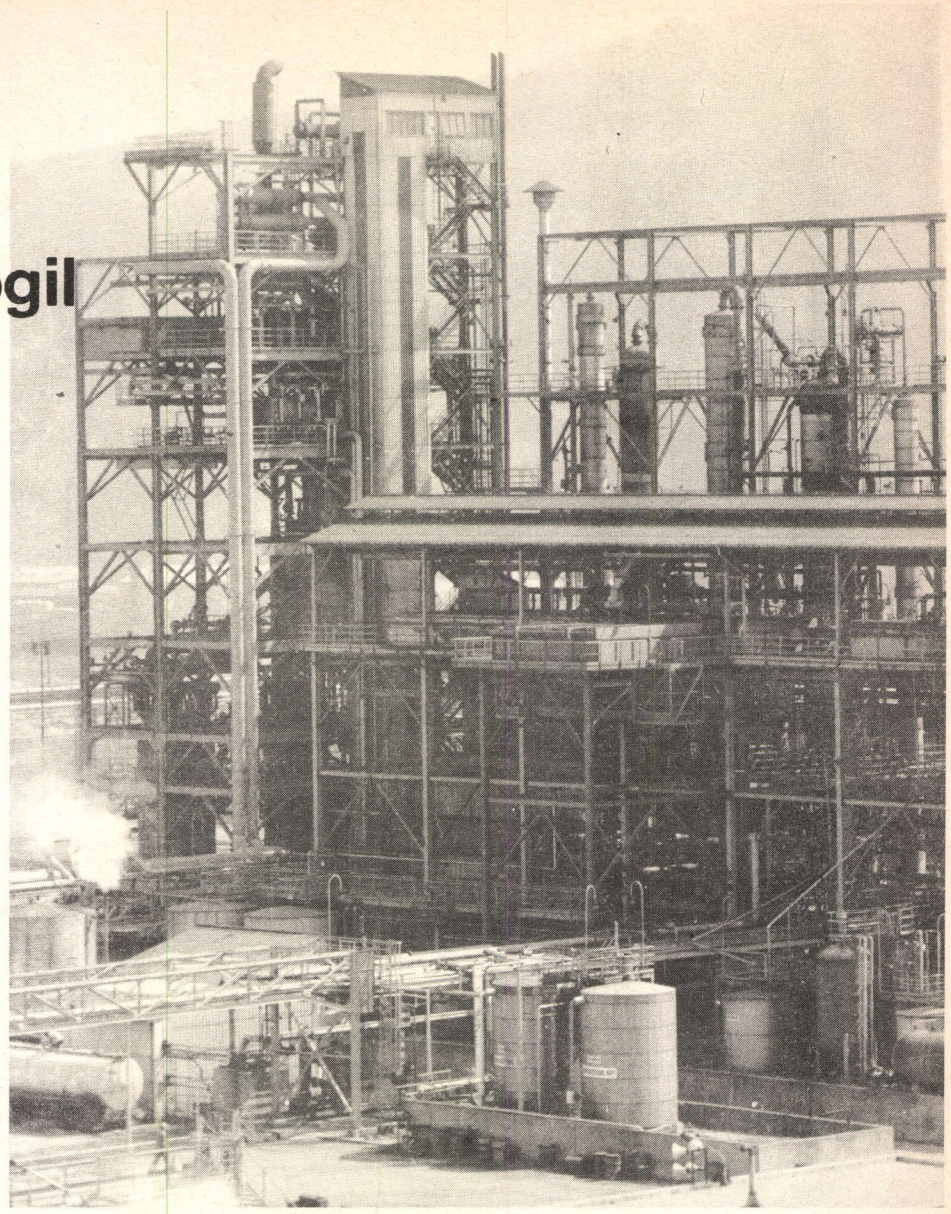
Une publicité bien à l'image de la direction. (Ph. L.O.)

Mais pour nous le problème n'est pas de décider comment répartir les miettes que nous concède le patron, mais d'imposer le retour immédiat aux 40 heures maximum, au lieu de se poser la question, comme le font certains bureaucrates syndicaux, de savoir si, après tout, ce vote était bien légal.

Correspondant L.O.

Grenoble

Sécurité Vue par Progil



(Ph. L.O.)

LE cours de sécurité fait par un responsable de sécurité de PBU aux stagiaires de Progil ne manque pas de sel.

Dans le préambule, après avoir souhaité la bienvenue aux stagiaires, le cours explique : « ... dès votre embauche et durant tout votre séjour, vous entendrez parler de sécurité », **et plus loin :** « ... pour votre sécurité, une seule personne peut vous aider : VOUS ». **Voilà les ouvriers prévenus.**

Pour les causes d'accidents, 20 % seraient dues à des conditions matérielles défectueuses, et 80 % à des actions dangereuses dues à l'homme. C'est d'ailleurs joliment exprimé par la formule suivante :

S : l'homme ne sait pas (ignore les risques, inexpérience).

V : il ne veut pas (braveur, manque de discipline, distrait).

P : il ne peut pas (inadapté physique, ivresse, mauvaise vie...) (sic !).

Le cours nous exhorte aussi à avoir « l'esprit de prévention et d'intervention ».

Bonnes intentions : mais au début du trimestre, il y avait une fuite de chlore et d'acide gazeux sur le réacteur DC 301 à Tétraper qui a duré une semaine, **car il ne fallait surtout pas arrêter la production. A PBU, l'ingénieur de sécurité a ordonné à un ouvrier de glisser sa main derrière un écran protecteur pour nettoyer une plaque de tôle, à quelques centimètres d'un arbre tournant à 1.600 tours mn.**

Sans commentaires.

Vient ensuite un passage particulièrement savoureux sur les macadamistes » que nous reproduisons intégralement.

Il s'agit des personnes abusant des avantages de l'Assurance Accidents du Travail, et cela sous différentes formes :

1°) Les blessures provoquées (le coup de chalumeau, burin) ;

2°) Les blessures simulées (tours de reins, fausses douleurs) ;

3°) Les déficiences physiques (douleurs maladives que l'on cherche à faire passer en accident du travail) ;

4°) Les blessures exploitées (blessures qui ne devraient pas provoquer d'arrêt de travail) ;

5°) Les blessures qui ne sont pas le fait du travail (activités extérieures, sport, etc.).

Les conséquences sont évidemment financières et morales.

Mais ces individus sont rapidement repérés car le Service sécurité et la Sécurité sociale ont des moyens efficaces pour les déceler.

La suite comporte la description des gaz dangereux et les moyens dont nous disposons pour nous en protéger : masques, appareils à cartouche, etc. Très bien ; mais à Phac par exemple, il n'y a pas un masque par personne !

Quant à leur efficacité... parlons-en : ainsi, lors d'une fuite dans un atelier de PBU, un ouvrier avait refusé de réparer la fuite avec un masque à cartouche. Dullin, l'actuel directeur de PBU, a voulu lui montrer que c'était faisable et il s'est fait chlorer.

Quant aux soins, ils sont assurés le dimanche et la nuit par des infirmières stagiaires qui ne sont pas rodées aux soins que nécessitent les accidents survenus à Progil.

D'autre part, actuellement, il n'y a ni médecin permanent ni ambulance, si ce n'est une guimbarde qui en fait parfois office.

Ce cours a amusé les ouvriers qui l'écoutaient, car ils pouvaient mesurer l'écart entre la théorie et la pratique de la direction. Si bien que lorsque la partie « S.V.P. » et « Macadamistes » a été abordée, cela a provoqué un tel chahut que le cours n'est pas allé plus loin...

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

L'ASSISTANCE publique fait de la publicité à la télévision. Mais ce qu'elle ne montre pas, ce sont les conditions de sécurité dans certains hôpitaux.

A l'hôpital Saint-Antoine, un électricien de l'Entretien a été brûlé à la main par un court-circuit alors qu'il travaillait dans une armoire électrique, et c'est un miracle qu'il s'en soit tiré à si bon compte.

Cet accident est dû au manque de sécurité car il aurait été impossible s'il y avait eu un disjoncteur dans cette armoire.

D'autre part, aucun des systèmes de sécurité qui auraient dû fonctionner n'a agi, si bien que c'est le disjoncteur haute tension 12.000 V qui a coupé le courant.

Ainsi, outre un début d'incendie dans l'armoire électrique, l'hôpital a été privé de courant pendant plus d'une heure, notamment les salles d'opération et de réanimation car il n'y avait aucun moyen d'isoler la ligne défectueuse.

Et tout ceci ne s'est pas passé dans un ancien bâtiment, mais à l'Axial, bâtiment en service depuis six ans.

Ainsi l'Assistance publique n'hésite pas, pour faire des économies, à faire risquer leur vie aux ouvriers de l'Entretien et aux malades.

Et si, lors de grèves de l'E.D.F., les tenants de cette société se déchaînent contre les grévistes qui privent de courant les usagers, l'administration des hôpitaux, elle, par ses économies criminelles, prive de courant pendant plus d'une heure un hôpital avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour les malades.

Correspondant L.O.

ÉLECTIONS A LA S.A.F.T. (Bordeaux)

TROIS semaines avant les élections, la CGT (syndicat le plus fort dans l'usine, FO étant faible et la CFDT inexistante) a décidé de pratiquer des pré-élections. Pré-élections non pour permettre à la démocratie de s'exercer, mais pour mieux éliminer un jeune ouvrier combatif.

LES PRE-ELECTIONS :

L'atelier de l'« I.N. », sans délégué, décide de proposer, comme représentant, cet ouvrier. Celui-ci se trouve placé par le syndicat sur la liste des élus possibles en 7e position (soit non élu). Grâce à la confiance que lui témoignent ses camarades de travail, il se retrouve après le vote en cinquième position (soit élu). Or, ayant été rayé 16 fois (certains délégués membres du PCF se vanteront plus tard de l'avoir fait rayer), le syndicat refuse de le présenter sur la liste de délégués du personnel.

LA PETITION :

A l'« I.N. », c'est l'indignation générale. Une pétition circule pour obtenir sa réintégration sur la liste de délégués du personnel. Elle est signée par tout l'atelier. Les bureaucrates la traite avec le plus grand mépris. Dixit un délégué : **« l'avis des syndiqués de l'« I.N. », moi, je m'en f... ».**

En fait, ce que reproche la CGT à l'ouvrier en question, c'est de n'avoir pas toujours obéi au doigt et à l'œil aux diktats des bureaucrates et d'avoir soulevé le problème de la défense d'augmentations uniformes de salaires, de vouloir faire participer l'ensemble de l'atelier aux problèmes syndicaux.

UNE SECTION CFDT :

Ne pouvant continuer le combat à l'intérieur de la CGT, cet ouvrier et avec lui quelques syndiqués (dont un ancien candidat suppléant CGT aux élections de délégués du personnel) ont décidé de créer une section CFDT dans les ateliers et de se présenter aux élections de délégués du personnel sous l'étiquette CFDT afin de faire respecter la volonté des travailleurs et la démocratie.

RESULTAT DES ELECTIONS :

Aux élections, cet ouvrier, malgré toutes les calomnies et mensonges que purent déverser contre lui les bureaucrates CGT, a recueilli 22,5 % des voix et fut donc élu. La grosse majorité de ces voix ont été prises à la CGT puisque celle-ci passe de 75 % en 1971 à 56,5 % cette année, FO restant inchangé à 21 %.

Ce qui montre qu'un nombre non négligeable de travailleurs n'ont pas été dupes des pratiques anti-démocratiques de la CGT et ont préféré voter CFDT.

Comme quoi on ne peut impunément mépriser les travailleurs !

Correspondant L.O.

FEUILLETON

J. Piatnitski

SOUVENIRS D'UN BOLCHÉVIK

Le jeune Piatnitski, âgé alors d'une quinzaine d'années, est apprenti dans un atelier de confection. Très tôt, il fait connaissance avec le mouvement ouvrier au travers des grèves et des luttes contre la police et les cosaques. Il découvre les livres et brochures révolutionnaires, assiste à des réunions et des cours de formation marxiste, adhère au syndicat illégal des tailleurs dont il devient secrétaire et trésorier, participe aux discussions qui opposent les partisans du Bund, du Parti Socialiste Polonais et les iskristes.

Peu satisfait de la politique du Bund, qui tendait à séparer les travailleurs juifs des autres, et rejetant celle du Parti Socialiste Polonais, dont le contenu allait à l'encontre de la formation internationaliste qu'il avait reçue, Piatnitski fait la connaissance du frère de Martov qui appartenait au groupe de l'Iskra, **le journal de Lénine, et devient lui-même iskriste.**

(3)

Sans quitter l'atelier, mettant à contribution les relations que je gardais du temps où je fréquentais les cercles d'études et celles que j'avais dans le Bund, j'aidais à organiser le transport de la littérature révolutionnaire qui arrivait en Russie et à faire passer les camarades à l'étranger (pour l'**Iskra** le transport de la littérature publiée à l'étranger et la liaison avec la Russie, étaient à l'époque la tâche la plus urgente).

Quelque temps après, lorsque de l'étranger l'on commença à renseigner Iéjov sur les points où était dirigée la littérature révolutionnaire, ce fut moi qu'Iéjov chargea d'aller la retirer à la frontière. Je dus donc faire des absences prolongées de l'atelier et comme elles coïncidaient presque toujours avec la saison de travail, je fus maintes fois congédié. C'était alors pour moi la misère et la faim.

Après mon retour de Kovno, je m'engageai, par contrat, chez un patron pour toute une année, moyennant un salaire de cinq roubles par semaine. Aux environs de la Noël, le patron congédia un ouvrier. Voyant cela, nous cessâmes tous le travail en pleine période de presse. Mais quand arriva la morte-saison, le patron n'attendit qu'une occasion pour se séparer de moi, « meneur » de la grève. L'été (1899 ou 1900) on m'envoya souvent à Kovno chercher de la littérature révolutionnaire. Le patron en profita pour me congédier. Nous étions en pleine morte-saison et je restai longtemps sans travail. Je dus me refuser repas et logement (ou plutôt on me les refusa). J'avoue que ma situation n'était pas brillante.

En revanche, au syndicat, j'avais du travail pardessus la tête (comme secrétaire du syndicat je devais lire et expliquer les statuts du syndicat aux nouveaux adhérents, combattre l'aggravation des conditions de travail dans les ateliers et accomplir différents travaux). Pour comble de malheur une histoire m'arriva qui ne fit qu'empirer ma situation. Les membres du Bund avaient eu l'idée de fêter l'anniversaire de la naissance de Gutenberg (ils organisaient fréquemment des fêtes de ce genre qui donnaient d'excellents résultats au point de vue de la cohésion et de la solidarité). Les délégués de plusieurs syndicats, dont j'étais, se rendirent en chemin de fer dans un lieu de villégiature situé près de l'endroit où la fête devait avoir lieu. Nous logeâmes dans une maison de campagne afin d'être dans la forêt à la première heure et de tout préparer pour la fête. Une femme nous accompagnait. Nous lui cédâmes la chambre qui se trouvait à l'intérieur de la villa. Après nous être déshabillés dans l'antichambre, nous nous installâmes sur la terrasse. Nous nous levâmes de très bonne heure, mais, hélas ! nous ne pûmes aller bien loin : des cambrioleurs s'étaient astucieusement payés notre tête ; ils avaient emporté tous nos effets — des chaussures jusqu'aux chapeaux ! Notre situation était plutôt drôle. Nous n'avions rien à nous mettre pour aller jusqu'à la maison la plus voisine. Pour comble de malchance, personne ne venait nous chercher, tous les nôtres étant occupés à préparer la fête. Nous restâmes dans cet état jusqu'au milieu de la journée, quand finalement une ouvrière de connaissance vint s'enquérir de ce que nous devenions. Quand nous l'eûmes mis au courant, elle alla demander dans les maisons environnantes de quoi nous vêtir. Il m'échut un costume dans lequel il était impossible de se montrer de jour dans la rue. Le veston était encore passable, de même que les pantalons qui étaient les pantalons de travail d'un peintre. Quant aux chaussures, une était une bottine d'homme, l'autre une bottine de femme. L'accoutrement des autres ne valait pas mieux. Outre mon complet, on m'avait volé mes papiers d'identité et 50 copecks qu'avec beaucoup de peine j'avais trouvé à emprunter. (Porter plainte, nous ne le pouvions étant donné que presque tous nous avions sur nous des tracts, des brochures et autres objets illicites.) Cette histoire me porta un rude coup et aggrava sérieusement ma situation matérielle. Je m'enfonçai dans des dettes dont je ne pus me libérer qu'à la fin de l'hiver.

Mais la misère et les privations ne purent m'obliger à abandonner l'action révolutionnaire et le travail du Parti. L'automne je me procurai du travail. En mars, le délégué de l'**Iskra** m'envoya à l'étranger pour accompagner, ce me semble, le camarade Kopp et, en même temps, pour examiner la possibilité de recevoir la littérature révolutionnaire éditée par l'**Iskra**. Une fois arrivé à Vilkovichki (tout près de la frontière), des camarades du Bund, que je connaissais personnellement, me demandèrent de les aider à transporter une grande quantité de littérature révolutionnaire à Vilna ou à Dvinsk. J'acceptai. C'était un moyen de ne pas revenir les mains vides. Mais les colis furent retenus pas mal de temps quelque part, si bien que nous dûmes, plusieurs camarades et moi, attendre près de trois semaines dans la petite ville de Mariampol. Finalement tout fut prêt et nous partîmes dans la direction de Vilna — en chemin de fer. A la station de Pilvichki, on devait nous apporter la littérature dans le wagon. Sur le quai, nous vîmes effectivement les valises et le camarade qui devait nous les remettre. Mais le train partit sans que personne touchât aux valises. Plus tard, nous apprîmes que l'envoi avait été découvert et que les gendarmes attendaient que quelqu'un s'approchât des valises pour l'appréhender.

De retour à Vilna, je perdis de nouveau ma place et mes tribulations recommencèrent.

Je parvins à faire passer les camarades à l'étranger et, de plus, à recevoir personnellement deux gros envois de littérature de l'**Iskra,** dont un qui pesait trois pouds (1) et l'autre, dix.

Il n'est pas inutile de souligner les difficultés que l'on avait en ce temps-là à recevoir de la littérature révolutionnaire. L'automne 1901, je reçus un premier envoi de littérature de l'**Iskra** dans la petite localité de Kirbaty — située sur la frontière même de l'Allemagne. Il y en avait trois pouds. J'avais là-bas des camarades de syndicat qui avaient passé la littérature d'Allemagne. De Kirbaty, il ne m'était pas possible de transporter la littérature en chemin de fer, car aux gares avoisinant la frontière, les bagages étaient minutieusement visités. Aussi bien, l'on devait avoir recours à des voitures de louage qui faisaient le service entre Kirbaty, Mariampol et Kovno. Les cochers, flairant que nous transportions de la « contrebande », s'arrêtaient tous les kilomètres et majoraient le prix du transport. Nous finîmes par arriver à Kovno. Sur le pont qui donnait accès à Kovno, les gabelous montaient la garde. Nous transportions la littérature à deux. Mais dans le cas où elle viendrait à être découverte, il était convenu entre nous que j'en prendrais seul la responsabilité, tandis que mon compagnon devait faire comme s'il ne me connaissait pas. Sur le pont on nous arrêta. La voiture continua sa route ainsi que mon compagnon. Et je restai seul avec le colis. En ouvrant le panier on découvrit l'**Iskra** (jusqu'au septième numéro) et diverses brochures notamment la **Lutte de classe en France,** de Karl Marx. Qu'était-ce que cette contrebande ? — le gabelou n'y comprenait goutte. Jusqu'ici il n'avait eu affaire qu'à des tissus, du thé, etc. Il ne savait que faire en présence de cette « marchandise », mais néanmoins il ne me lâchait pas. Il essayait de lire le titre du journal et des livres en allumant des allumettes (cela se passait la nuit), mais le vent qui soufflait du Niémen les éteignait instantanément. A la fin des fins, cette procédure m'agaçant je lui glissai dans la main mon dernier argent (une pièce d'or de cinq roubles) et j'exigeai qu'il me laissât partir sur l'heure, sinon il aurait à répondre du préjudice qu'il me causait, ces journaux devant être à Kovno le matin pour y être vendus dans les kiosques. Le gabelou qui voyait ces journaux pour la première fois désirait fort me garder jusqu'au matin, mais brusquant les choses, je l'invitai à mettre le panier sur mon épaule, ce qu'il fit, non sans avoir préalablement exigé que je lui remette un numéro du journal et une brochure. Je lui remis une brochure, mais je refusai de lui donner un journal (il ne fallait pas qu'on sût que l'on recevait l'**Iskra** par cette voie). Le panier était lourd, il n'y avait pas de fiacre à proximité, et d'ailleurs je n'avais plus d'argent ayant donné tout ce que j'avais au cocher et au gabelou. Le panier sur le dos, je buttai et me flanquai par terre. Ne pouvant le remettre seul sur mon épaule, je parvins à grand peine, en le faisant rouler sur lui-même, à atteindre le quai où, pour quinze copecks (je les avais retrouvés par hasard dans ma poche), tout mon capital, je louai un fiacre et pus de la sorte arriver jusque chez moi. Devant la porte de mon logement je trouvai mon compagnon dont j'avais dû me séparer sur le pont. Nous étions tous les deux à tel point énervés parce qui venait de se passer que nous ne pûmes dormir de la nuit. Soudain on frappa à la porte. Nous restâmes glacés. M'avait-on filé ? Mais cela ne pouvait être, du moment que je n'étais pas venu directement chez moi : je m'étais rendu tout d'abord dans un petit hôtel, où je n'avais pu me faire ouvrir, et ce n'est qu'après m'être assuré qu'il n'y avait personne aux environs

que je m'étais décidé à me rendre au logement convenu. N'empêche qu'en entendant frapper je vécus quelques minutes pénibles, car, filé, on aurait arrêté non seulement mon compagnon et moi, mais encore les maîtres du logis qui ignoraient complètement ce que je transportais : nous étions simplement descendus chez eux comme de bonnes connaissances de mes parents. Fort heureusement, c'étaient des femmes à la journée qui, les fêtes étant proches, venaient nettoyer le logement.

Je craignais de rester en ville ou de m'y aventurer : qui sait si le gabelou n'avait pas eu la fantaisie de montrer à son chef la « marchandise » : la **Lutte de classe en France,** qu'il avait laissée passer ? Au demeurant, il ne me restait pas un copeck pour aller plus loin — de Kovno à Vilkomir.

Finalement la concurrence entre propriétaires de voitures qui faisaient le service des passagers entre les villes précitées me tira d'embarras. J'exigeai d'eux une caution pour être sûr qu'ils nous réserveraient de bonnes places. Avec cet argent, nous pûmes encore faire quelques emplettes. Ainsi, nous arrivâmes sans encombre tout d'abord à Vilkomir, puis à Vilna, d'où la littérature fut expédiée dans toute la Russie. Cela se passait en août ou septembre 1901.

De retour à Vilna, je repris mon travail. Iéjov me fit connaître de nombreux intellectuels groupés autour du délégué de l'**Iskra.** Je fis notamment connaissance de A. Soltz chez lequel je me rendis plusieurs fois.

Cependant, je ne devais pas travailler longtemps à l'atelier : il me fallut partir avec Iéjov pour Kovno et y préparer un logement pour recevoir un important envoi de littérature. Iéjov s'installa également à Kovno. Peu après, des paysans vinrent nous informer qu'ils avaient pour nous des colis de littérature. Je partis avec eux en prendre livraison. Cela se passait en décembre 1901.

Une violente tempête de neige nous força à nous arrêter chez des paysans et à y passer la nuit. Nous voyageâmes plusieurs jours sans que je sus moi-même où l'on allait ; la contrée m'était inconnue et les paysans ne disaient rien. Ce n'est que lorsque nous approchâmes du but que je me rendis compte que nous étions tout près de la frontière russo-allemande — à Jurbourg. Nous arrivâmes de nuit dans une grande **isba** repoussante de saleté ayant pour tout mobilier des bancs installés le long des murs. Le bétail et les gens dormaient là, ces derniers sur le four. J'éprouvais une sensation lugubre et ne pus fermer l'œil.

Au matin, nous nous mîmes en route avec les colis de littérature. Sans incidents — si l'on ne compte pas les arrêts que nous fîmes dans tous les « bistros » que nous rencontrâmes et où les cochers burent à mon compte tout ce qu'ils pouvaient ingurgiter — nous arrivâmes à Kovno.

La littérature fut transportée sans encombre dans le logement préparé à cet effet (cela se passait un vendredi matin). Je devais payer les paysans, mais comme je n'avais pas d'argent, je courus à l'hôtel où Iéjov devait m'attendre. A sa fenêtre, il y avait le signal convenu et j'entrai hardiment dans son hôtel — une masure. Je fus arrêté par un garçon de l'hôtel qui me cria : « Que venez-vous faire ici ? Allez-vous en tout de suite, on est ici à vous guetter ». Il se trouvait que Iéjov était arrêté et que la police avait établi une souricière dans sa chambre. Je sortis de l'hôtel sans être aperçu, mais je restai sans argent et sans liaison.

Les « militaires (2) » devaient venir à Vilna chercher cette littérature. Cela m'inquiétait sérieusement, car je craignais qu'ils ne se présentassent à l'hôtel où se tenait la souricière et, d'autre part, je n'avais pas la possibilité de les prévenir. Ayant réussi à emprunter de l'argent, je payai les paysans. J'ignorais l'ampleur du coup de filet que la police venait d'opérer. Aussi bien, je pris deux compatriotes — le fondeur Salomon Rogout et le brossier Saül Katsenelenbogen, avec lesquels je me rencontrais souvent autrefois à la Bourse du travail ou à la société de tempérance de Kovno et de Vilkomir, et le même jour, j'expédiai par eux la littérature au village de Ianovo pour, de là, la transporter dans le logement de mes parents à Vilkomir. Quant à moi, je devais rester pour rétablir les liaisons que l'arrestation de Iéjov venait de nous faire perdre. Mes compatriotes atteignirent Ianovo sans incident. Mais quand, le dimanche matin, ils arrivèrent à Vilkomir, le chef de la police sortait de l'église, accompagné de tout le gratin de la ville. Le cheval de fiacre qui transportait mes camarades avait un gros grelot qui attira l'attention du chef de la police, lequel donna l'ordre d'arrêter le fiacre. Conformément à un de ses arrêtés, lui seul et les pompiers pouvaient avoir des grelots a leur voiture.

Un de mes camarades qui se trouvait dans le fiacre, Katsenelenbogen, prit un paquet et s'en alla, tandis que Salomon Rogout accompagnait le cocher au commissariat de police, où les paquets furent ouverts et le contenu découvert. Toute la police fut mise sur les dents pour retrouver le deuxième camarade qui s'était enfui. Salomon Rogout fut roué de coups et laissé sans connaissance ; on le traîna tout nu du commissariat à la police, où l'on exigea de lui qu'il livrât ses camarades et qu'il indiquât d'où il tenait la littérature. Après quoi, on l'envoya à Kovno.

Lorsque j'appris l'arrestation de Salomon Rogout, je fus littéralement accablé. Je me considérais comme responsable de l'arrestation d'un camarade, qui ne faisait pas partie du groupe de l'**Iskra** et de notre organisation. Ma conscience m'ordonnait de me rendre tout de suite à la police et de déclarer que c'était moi qui lui avait confié cette mission. Je fis part de mon intention à mes camarades du Parti socialiste polonais dont j'ai maintenant oublié le nom, excepté celui d'une ouvrière : Blum. Ils m'approuvèrent. Mais en moi luttait autre chose — le sentiment que si je prenais la faute sur moi on me garderait, sans pour cela mettre en liberté Salomon Rogout. Je résolus de me mettre à la recherche des partisans de l'**Iskra** et de continuer le travail du Parti.

Le cocher fut arrêté et envoyé à Pétersbourg où Iéjov et, ce me semble, Soltz étaient déjà emprisonnés.

Quant à Salomon Rogout on le dirigea sur la prison de Kovno.

Quelques mois après, nous apprîmes qu'il s'était pendu. (On ne put élucider s'il s'était suicidé ou si on l'avait battu jusqu'à ce que mort s'ensuive.) En 1908, je fus enfermé dans la même prison et les gardiens me montrèrent sa cellule. Ils me racontèrent qu'après les interrogatoires à la direction de la gendarmerie on le ramenait dans un tel état qu'il est fort possible qu'il se soit pendu pour éviter les tortures qu'on lui faisait subir.

La mort de ce camarade, dont je me tenais pour responsable, me fit une impression profonde. Je pris alors la ferme résolution qu'à partir de ce moment ma vie n'appartiendrait plus qu'à la révolution.

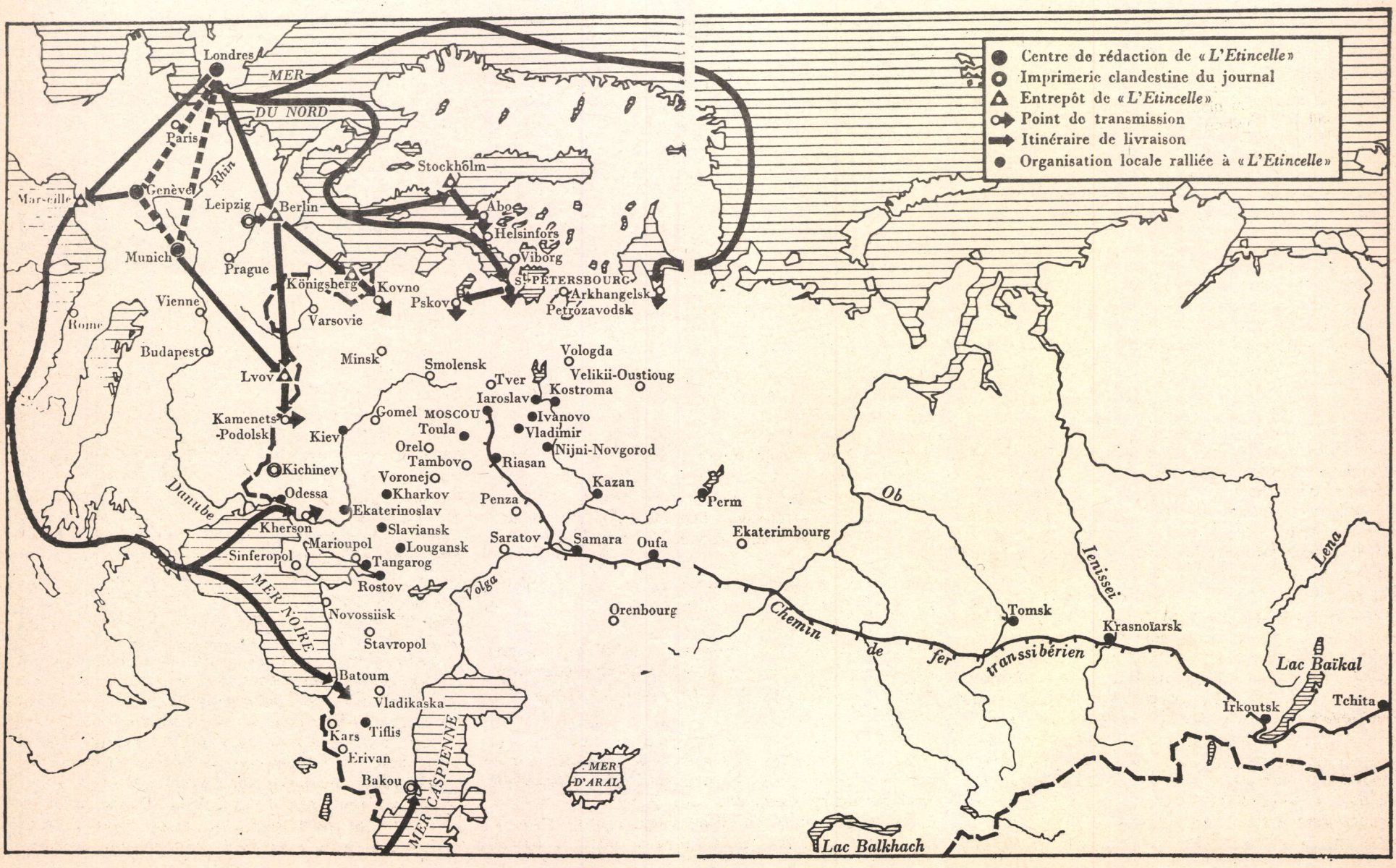
Aujourd'hui, apr.s la lutte titanesque que la classe ouvrière a livrée au capitalisme et après tous les sacrifices que le prolétariat a dû consentir, cette façon de réagir devant la perte d'un camarade peut paraître étrange, mais, à l'époque, l'idée que j'avais causé la mort d'un camarade m'impressionnait profondément.

(à suivre)

---

(1) Un poud vaut 16,38 kg **(N. du Tr.).**

(2) Il existait à cette époque, à Volna, une organisation militaire, l'**Iskra,** qui avait à sa tête le camarade Goussarov, médecin militaire. Les camarades de cette organisation transportaient la littérature illicite dans toute la Russie.



Carte 1. Diffusion de l'Etincelle.

livres

Autopsie d'un monopole: Hachette la pieuvre

de G. Ankiri

DE tous les grands trusts, Hachette est un de ceux qui méritent le plus l'appellation de « monopole ». Le « trust vert », qui distribue 75 % de l'édition française, bénéficie en outre, par le biais des NMPP, de l'exclusivité de la diffusion de la presse en France. Etroitement lié aux sommets de l'appareil étatique par l'intermédiaire de personnalités aussi haut placées que Simon Nora, qui n'a quitté la fonction de chargé de mission auprès du Premier ministre que pour celle de directeur général du trust, Hachette vient encore de s'assurer, par un accord taillé sur mesures avec l'ORTF, le monopole du marché des « vidéo-cassettes » qui doit, selon toutes prévisions, connaître un essor important dans un proche avenir.

La description que nous donne G. Ankiri de l'ascension prodigieuse de cette société — grâce au contrat lui réservant l'exclusivité de l'exploitation des bibliothèques de gare que lui signèrent les compagnies de chemin de fer en 1882, de ses innombrables ramifications nationales et internationales, de ses liens avec la Banque de Paris et des Pays-Bas — ne comporte pas de révélations. Mais l'auteur, qui a compulsé une abondante documentation, a le mérite de synthétiser ces informations pour nous donner un tableau complet et vivant de ce véritable Etat dans l'Etat que constitue Hachette.

Savoureux et significatif est l'épisode de la vie du trust qui suivit immédiatement la « Libération ». Hachette, qui vient d'amasser des profits énormes en diffusant la presse nazie et pétainiste, voit ses locaux réquisitionnés et remis à une entreprise créée pour la circonstance : les « Messageries Françaises de Presse ». G. Ankiri nous montre comment, grâce aux immenses moyens financiers dont Hachette dispose et à la complicité de l'Etat, ce trust monte immédiatement une entreprise rivale qui coulera très rapidement les MFP et en récupérera aussi vite les locaux et équipements... Les gouvernements passent, Hachette reste. G. Ankiri relève d'ailleurs que la nationalisation de ce trust ne figure pas au programme commun PCF-PS. Hachette aurait pris une assurance sur l'avenir en participant au financement de la campagne présidentielle 1965 de Mitterrand...

Beaucoup plus confuse et contestable est la partie de son ouvrage que l'auteur consacre aux luttes des travailleurs du trust. En dehors de quelques anecdotes, il ne nous donne que bien peu d'informations sur les conditions de travail des employés Hachette, ses camarades, puisqu'il est lui-même employé au service des BP gares du dépôt Cévennes. Responsable du syndicat CFDT qu'il a rejoint après sa rupture avec la CGT, il pense que « les patrons ont perdu pied au sein de l'entreprise » **et qu'il ne leur reste plus qu'à** « frapper brutalement ». **Il juge le renversement du capitalisme, et non son aménagement, indispensable pour venir à bout de la pieuvre, mais son horizon et ses objectifs semblent bien se limiter à l'activité syndicale et à la constitution d'un « Comité anti-monopole » dont on voit mal quel rôle il pourrait jouer.**

Il est dommage que G. Ankiri, responsable CFDT, ne donne pas plus d'informations sur les luttes de ses camarades. (Ph. L.O.)

Ce sont en définitive les hésitations et la confusion d'un militant isolé et sans perspectives que traduit cette partie du livre de G. Ankiri. Faiblesses qui n'enlèvent cependant rien à l'intérêt du reste de l'ouvrage.

G.V.

Hachette la pieuvre de Gabriel Ankiri. Editions Gît-le-Cœur. 12 F.

Communisme et question russe

de J. Barrot

S'IL y a une question sur laquelle les révolutionnaires sont depuis longtemps divisés, c'est bien celle de la nature de classe de l'Union soviétique. Car, depuis la bureaucratisation de l'URSS, de nombreuses explications, fort diverses, ont été données par le mouvement révolutionnaire pour tenter d'analyser pourquoi et comment une révolution ouvrière avait pu donner naissance à une bureaucratie totalitaire qui, par bien des aspects, représente la négation vivante du véritable socialisme.

L'analyse de Jean Barrot n'est guère nouvelle. Pour lui, contrairement au courant trotskyste, l'URSS n'a jamais été un Etat ouvrier. S'il y a bel et bien eu une révolution ouvrière en octobre 1917 en Russie, l'appareil d'Etat né de cette révolution était, dès le début, étranger à la classe ouvrière qui ne put jamais le contrôler. Et l'on apprend ainsi en conclusion, non sans quelque étonnement, que les rapports de production en Russie sont les mêmes qu'en France ou qu'en Allemagne, mais que les classes dominantes sont différentes (page 130). Comprenne qui pourra !

A aucun moment, d'ailleurs, Barrot ne tente de définir la spécificité de cette classe dominante qu'il croit discerner en Russie. Il n'essaie pas non plus de la définir dans une perspective historique donnée, ou même de prévoir son évolution à l'échelle planétaire.

Il s'estime globalement en accord avec l'analyse économique des capitalistes d'Etat, et plus particulièrement avec celle de Chaulieu, à qui il reproche simplement de ne pas avoir montré par quel processus historique la Russie avait pu devenir un « capitalisme d'Etat ». Malheureusement, sa démonstration historique ne nous paraît guère plus convaincante, car son élément moteur est d'expliquer que le Parti Bolchévik était un corps étranger à la classe ouvrière russe et donc que la prise du pouvoir par le prolétariat sous la direction du parti de Lénine et de Trotsky était une mystification.

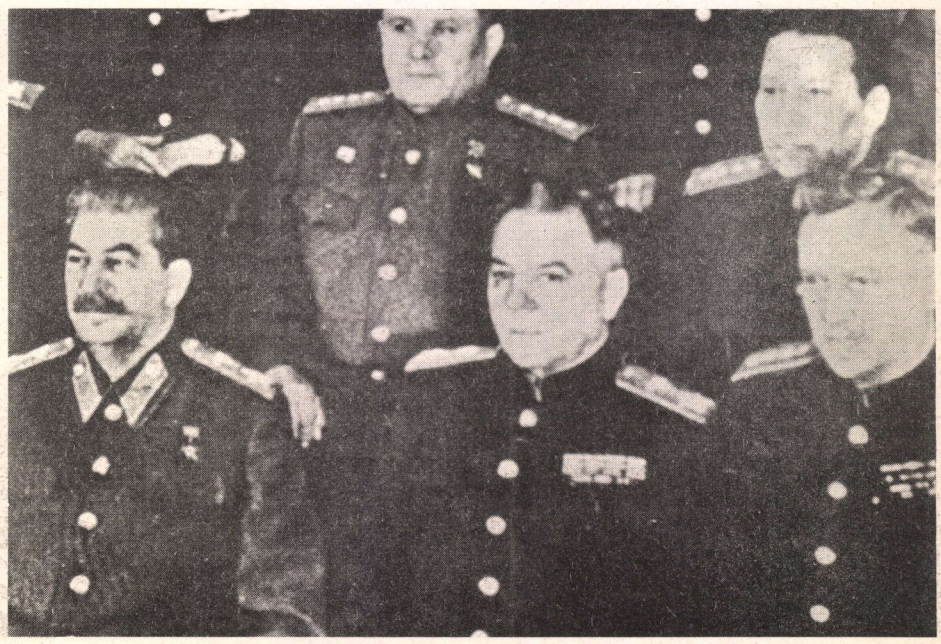
Cela l'amène d'ailleurs, en bonne logique, à condamner dans un autre chapitre toute tentative d'organisation de la classe ouvrière et tous les groupes qui s'attellent à cette tâche. Car, en effet, pour Barrot, le parti de la classe ouvrière se construira automatiquement sans qu'aucune intervention de militants révolutionnaires soit nécessaire. C'est confondre marxisme et automatisme et nier en fait toute valeur à l'action militante.

C'est d'ailleurs ce qui semble se dégager de la conclusion du livre où Barrot se tient très au-dessus de la mêlée et ne veut pas se salir les mains dans l'activité quotidienne en pontifiant gravement sur l'importance de la théorie et des théoriciens de son acabit.

« L'idéologie ultra-gauche est en état de décomposition avancée », *conclut Barrot à la fin de l'ouvrage en polémiquant avec des militants d'autres courants proches du sien. Nous ne le contredirons pas sur ce point car son livre est une preuve vivante de cette décomposition.*

Jean LIEVIN.

Communisme et question russe *de Jean Barrot. Collection « Futur antérieur ». Editions de la Tête de feuille.*



La sanglante dictature des bureaucrates ne doit pas faire oublier que la dictature du prolétariat s'était bel et bien installée en URSS en 1917. (Archives L.O.)

cinéma

BEAU MASQUE de Bernard Paul

« BEAU MASQUE », cet ouvrier italien qui fait le ramassage du lait en camion dans les environs d'une petite ville des Alpes, n'est pas le personnage principal du film tiré du roman de Roger Vaillant.

L'héroïne du film, c'est la « déléguée », militante de la CGT et du PC dans une filature de quelques centaines d'ouvriers, femmes en majorité. Ce film est aussi l'histoire d'une grève contre le licenciement d'un tiers du personnel, jeté à la rue pour « restructuration ». Grève qui se terminera par la sauvage répression d'une manifestation et l'assassinat par les C.R.S. d'un ouvrier, « Beau Masque » en l'occurrence.

Ses activités ne le prédestinaient pas pourtant à cette fin.

Nous les voyons lui et l'héroïne amoureux l'un de l'autre après une course sur les versants fleuris de la montagne. Mais quand, ensuite, ils se mettent en ménage, « Beau Masque » n'arrive pas à concevoir qu'elle puisse faire passer son enfant (laissé à une tante qui l'élève), ainsi que son « foyer », après les nécessités de son activité politique et syndicale. Il est pourtant un partisan du « grand coup qui changerait tout ».

L'un des mérites de ce film, et non le moindre, est justement de nous montrer avec sympathie et chaleur les problèmes d'une femme militante ouvrière. Non pas pour la plaindre, car nous la voyons au contraire joyeuse et heureuse des choix qu'elle fait, pleine de dignité dans tous ses rapports, que ce soit avec ses camarades de travail, ses patrons, son compagnon ou ses camarades de parti.

Le « Parti », c'est aussi un des éléments importants de ce film. Ce sont ses militants qu'on nous montre. Le contremaître de la filature, autre pilier de l'organisation syndicale de l'entreprise, mais qui, en l'absence de la « déléguée », n'arrive pas à faire venir les ouvrières à la réunion. L'ancien du Komintern, ex-chef FTP de la région et qui se retrouve garde-barrière. Le vieux militant qui a dirigé la précédente grève de la filature, et d'autres.

Ils sont simples, peu bavards et dévoués. Qui peut nier que ce soit le cas de nombre de militants ouvriers attirés par le PCF.

Au travers de cette grève semblable à des dizaines d'autres, on ne peut guère juger la politique du Parti, même si l'on peut y juger ses militants. On voit bien sûr l'héroïne aller discuter seule dans le bureau du patron après l'avoir entendue dire qu'elle souhaitait la présence d'un camarade chaque fois qu'il était question des problèmes des travailleurs. On voit aussi siéger un « comité de grève » qui est plutôt un comité du PC et où la discussion se résume à quelques directives distribuées aux uns et aux autres. Mais ce ne sont là que des détails.

Il s'agit d'un mouvement défensif, et les militants impliqués font ce qu'ils peuvent.

« Beau Masque » est donc un film qui nous montre une réalité, bien qu'étant un film partisan, réalité que tout militant révolutionnaire se doit de ne pas ignorer. Car s'il est vrai que tout nous oppose à la politique du PCF, il y a bien des choses qui nous rapprochent de nombre de ses militants ouvriers.

Regrettons seulement à propos de ce film, que son auteur ait cru bon de le replacer à l'époque actuelle, alors que le roman se déroule au début des années cinquante, c'est-à-dire au moment où les Socialistes, les actuels partenaires de l'Union de la Gauche, faisaient partie de tous ces gouvernements qui savaient si bien manier la matraque contre les ouvriers.

Jean LAMARK.

Vendredi 12 janvier de 20 h 30 à l'aube

GRAND GALA LUTTE OUVRIÈRE

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE

24, rue St-Victor, PARIS-V[e] - Métro Maubert-Mutualité

VARIETES DE 20 h 30 A 24 h

avec Henri Tachan, les Guaranis, Guy Bedos et Sophie Daumier

BAL DE 24 h A L'AUBE

avec Mick " King " Picard et son orchestre " Les Coyottes "

entrée exclusivement sur carte d'invitation

TÉLÉVISION :

SÉLECTION DE LA SEMAINE

JEUDI 28 DECEMBRE

20 h 30 (2[e] chaîne)

FEUILLETON

« Les Rois maudits », *d'après le roman de Maurice Druon. 2[e] épisode :*

« La Reine étranglée ».

Louis X, fils de Philippe le Bel, mari trompé de Marguerite de Navarre, que le Bel a fait enfermer à Château-Gaillard, succède à son père. Le nouveau roi, dit le Hutin, c'est-à-dire le confus, le disputeur, ne songe qu'à une chose : se remarier. Mais sa femme n'accepte pas l'annulation du mariage.

Charles de Valois, le tonitruant et ripailleur oncle du nouveau roi, règlera l'affaire en étranglant la récalcitrante. Dans le même temps les Barons reprennent le dessus et remettent en question les réformes administratives mises sur pied par Philippe le Bel et ses conseillers bourgeois.

VENDREDI 29 DECEMBRE

20 h 30 (1[re] chaîne)

GRAND ECRAN *présente :*

« Rio Bravo », *un film de Howard Hawks, avec John Wayne, Dean Martin.*

Ce western constitue, selon les critiques, le classique du genre. Le sujet est banal : un shériff poursuit une bande de brigands, avec deux aides, un vieil infirme, un adjoint ivrogne.

21 h 30 (2[e] chaîne)

INF 2 présente :

« Rétrospective 72 ».

SAMEDI 30 DECEMBRE

FEUILLETON

« Les Thibault » *de Roger Martin du Gard (2[e] épisode).*

DIMANCHE 31 DECEMBRE

17 h 30 (1[re] chaîne)

FILM

« Qu'est-ce que maman comprend à l'amour », *un film de Vincente Minelli.*

20 h 30 (2[e] chaîne)

THEATRE

« La main passe » *de Feydau.*

24 h (1[re] chaîne)

CINEMA

« Faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages » *de Michel Audiard, avec Marlène Jobert, Bernard Blier. Pour ceux qui aiment les films de ce dialoguiste qui se prend maintenant pour un réalisateur.*

LUNDI 1[er] JANVIER 1973

1[re] chaîne (16 h 55)

OPERA

« Carmen » *de Bizet. Orchestre philarmonique de Vienne, chœur de l'Opéra national de Vienne dirigé par Herbert Von Karajan.*

17 h 55 (2[e] chaîne)

FILM

« Le Guépard », *de Lucchino Visconti, avec Burt Lancaster. Ce film montre la fin d'une caste et l'avènement politique de la bourgeoisie en Italie. Un peu lent, il vaut surtout par ses images et ses couleurs.*

20 h 30 (3[e] chaîne)

FILM

« Vivre pour vivre » *de Claude Lelouch, avec Yves Montand et Annie Girardot.*

MARDI 2 JANVIER

20 h 30 (2[e] chaîne)

LES DOSSIERS DE L'ECRAN

« Le train sifflera trois fois », *film de Fred Zinneman, avec Gary Cooper. Débat « Mythologie et vérité sur le western ».*

QUI ORGANISE LA FRAUDE ÉLECTORALE AUX ANTILLES ?

DIMANCHE 17 décembre, la commune de Sainte-Anne et toute la campagne environnante sont occupées par les CRS. Aux abords de la mairie, à l'entrée de la commune, aux carrefours, aux abords des écoles, des camions, des jeeps, bourrés d'hommes armés, stationnent. Ceux-ci sont pourvus de mousquetons et même de mitraillettes.

Que se passe-t-il dans cette petite commune de la Guadeloupe ? C'était tout simplement jour d'élections municipales car des irrégularités avaient été constatées dans les opérations électorales de mars 1971. Le Conseil d'Etat avait donc annulé les élections et la municipalité dirigée par Ibéné (fondateur du Parti Communiste Guadeloupéen) et comprenant une majorité de membres du PCG avait été remplacée par une délégation spéciale nommée par le préfet. Celle-ci, évidemment, était composée d'UDR bon teint.

Deux listes se présentaient, l'une représentant l'UDR, l'autre le PCG.

La campagne elle-même se déroula dans un climat tendu du fait de la présence permanente dans la commune des CRS. Le jour même des élections, les CRS intervenaient pour empêcher ceux qui étaient soupçonnés de sympathiser avec les communistes de se rendre aux bureaux de vote. Beaucoup de voitures qui transportaient des partisans d'Ibéné des campagnes vers les bureaux de vote, étaient arrêtées et immobilisées par les CRS. Beaucoup de gens durent faire des kilomètres à pied pour aller voter. Les cars devaient présenter une autorisation spéciale de transport délivrée par la Préfecture deux jours plus tôt... aux seuls partisans de l'UDR.

Devant le bureau de vote central, une queue de plusieurs centaines de personnes s'allongeait quelques heures après l'ouverture du scrutin. Les CRS faisaient entrer les votants cinq par cinq et nul ne pouvait rester dans les bureaux pour assister au déroulement des opérations.

A l'heure de la fermeture du scrutin, des centaines de personnes n'avaient pas voté. Mais, sous la pression de la foule, la fermeture fut repoussée de quelques heures. Beaucoup cependant ne purent voter.

Mais c'est au moment du dépouillement et de la proclamation des résultats que les manœuvres frauduleuses devaient prendre un caractère plus marqué. Dans un bureau, on voulut obliger les délégués de la liste PCG à signer un procès-verbal en blanc, c'est-à-dire à cautionner n'importe quelle fraude. Finalement, les procès-verbaux furent emportés, ainsi qu'urne et bulletins de vote dans une voiture de CRS. Là, on procéda à la signature des procès-verbaux en l'absence des représentants de la liste communiste.

A la mairie, entourée de CRS, mais devant laquelle se pressaient plus de 2 000 personnes, le président de la délégation était l'objet de pressions venant de la sous-préfecture. Celle-ci demandait de proclamer la liste UDR élue, alors que la liste Ibéné venait en tête. Le président de la délégation lui faisant valoir que cela n'était guère possible étant donné la présence des 2 000 personnes devant la mairie, le sous-préfet répondait de faire dégager la place. Le capitaine des CRS refusa de le faire « tant qu'il y aurait là des femmes et des enfants ». **Ayant appris cela, femmes et enfants se portèrent face à la force armée. Certaines femmes se couchèrent sur la chaussée. Des CRS eux-mêmes étaient mécontents de ce qu'on voulait leur faire accomplir :** « cela fait trois semaines que nous n'avons pas vu nos familles ». « Pourquoi fait-on cela ici, cela ne se fait pas en France ? »

L'affrontement, que le sous-préfet a voulu provoquer, n'eut pas lieu. La liste Ibéné fut proclamée élue. Mais, le lendemain, nouveau coup de théâtre. L'ORTF affirmait que, vu les incidents, on ne pouvait proclamer de résultats. On apprenait alors que deux procès-verbaux, venant de deux bureaux de vote de la campagne, avaient disparu. Le bruit court que la sous-préfecture les aurait fait déchirer afin de provoquer l'annulation des élections une fois de plus.

L'indignation est grande en Guadeloupe car la population juge que ces actes sont la preuve du mépris dans lequel les colonialistes tiennent leur opinion. Pour beaucoup, c'est une preuve supplémentaire qu'il faut chasser de l'île tous ceux qui maintiennent en place un tel régime.

Jérome Baty.

Les travailleurs de cette usine ont le droit d'être exploités comme leurs frères de France, mais pas celui de voter librement. (Ph. L.O.)

Portugal

CAETANO DIGNE SUCCESSEUR DE SALAZAR

L'ETAT portugais, qui poursuit depuis des années une guerre coloniale en Angola, au Mozambique et en Guinée portugaise, maintient la grande majorité de la population dans la misère et n'arrive même pas à assurer à sa propre bourgeoisie une miette de démocratie.

Ainsi Caetano, le successeur de Salazar, avait toléré récemment la création d'un Comité d'aide aux prisonniers politiques, créé à l'initiative d'intellectuels libéraux issus de la bourgeoisie et parmi lesquels se trouvait son propre beau-frère. Aujourd'hui, Caetano fait inculper pour « injures aux autorités de police » *dix membres de ce Comité.*

Caetano
(Ph. A.F.P.)

Salazar
(Ph. A.F.P.)

Bien rares sont les informations qui sortent du Portugal, mais cette mesure contre des membres de la classe dirigeante elle-même témoigne de l'ampleur de la terreur policière qui règne au Portugal et qui frappe tous les jours les travailleurs, les militants et tous ceux qui contestent quelque peu le régime.

Mais tout cela n'empêche pas les gouvernements français, anglais ou autres, qui se disent démocratiques, d'entretenir les meilleures relations avec la dictature bourgeoise de Caetano et de le considérer comme un des Etats défenseurs du monde dit libre.

Jean LAFOND.

LA LOI ANTI-CASSEURS AU SERVICE DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

LE 5 octobre 1971, la Ligue Communiste avait organisé un rassemblement devant l'ambassade des USA à Paris : quelques centaines de personnes avaient alors manifesté contre la caricature d'élections organisée par le fantoche Thieu à Saigon. Quelques manifestants, pénétrant dans une annexe de l'ambassade, y avaient tracé des inscriptions à la peinture et cassé... quelques vitres. Les USA ont présenté la note à Pompidou : 27.000 francs.

Et c'est la loi anti-casseurs qui a permis qu'aujourd'hui Krivine et Recanati, pour la Ligue Communiste, se retrouvent inculpés pour ces « dégâts », face à l'impérialisme US partie civile... Mais qui dressera jamais la « note » de celui-ci, premier responsable de toute la « casse » en grand effectuée sur la planète ? Qui dressera la liste, non seulement des dégâts matériels, mais des vies humaines détruites par centaines de milliers au Vietnam par les bombes à billes, le napalm, les bombardements de civils, de digues, d'hôpitaux ? Qui oserait même parler de « note », devant un tel génocide ? Voilà ce que sont venus dire à la barre les inculpés, les témoins, l'avocat.

Krivine dénonça par la même occasion la complicité du gouvernement français avec « l'assassin légal » *Nixon, gouvernement qui s'est bien gardé de présenter une note quelconque pour la destruction de son consulat à Hanoi, et pour cause.*

Cela n'empêcha pas le procureur de réclamer des peines de prison contre Krivine et Recanati ! Car, pour ce monsieur, ceux-ci seraient coupables — il se fonde pour cela sur des « déductions d'intention » — d'avoir voulu détruire l'impérialisme US, casser l'ambassade, etc. Et ils seraient des « jésuites », voyez-vous, se cachant derrière les malheurs des Vietnamiens, pour voiler leurs intentions homicides ! Ce procureur doit s'y connaître en jésuiterie, pas de doute...

Jugement le 10 janvier. On verra ce jour-là si le gouvernement osera se montrer ouvertement solidaire des crimes de Nixon.

Bernard DESCHAMPS.

Krivine sera-t-il condamné pour deux carreaux cassés ? (Ph. L.O.)